



Union  
Africaine



# **La Justice Transitionnelle dans la Region du Lac Tchad**

Commission du Bassin du Lac Tchad  
Commission de l'Union Africaine  
Octobre 2024

## REMERCIEMENTS

---

La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), par ma voix, tient à exprimer de prime abord sa profonde gratitude et ses sincères remerciements aux différents institutions et acteurs régionaux, nationaux et internationaux qui ont participé à la conception et à la réalisation de cette étude de référence portant sur la Justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad. Je tiens également à souligner la contribution des communautés qui ont bien voulu accepter de partager leurs points de vue et leurs expériences avec l'équipe de recherche.

En outre, je voudrais exprimer toute ma gratitude et mes sincères remerciement à l'endroit des partenaires qui ont participé à la validation régionale de la présente étude. Je souhaite tout particulièrement souligner et saluer la participation des experts des États membres de la CBLT, à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad. A l'endroit des États membres, je voudrais dire merci pour leur excellente collaboration avec la CBLT, laquelle collaboration qui a sans nul doute permis d'assurer l'appropriation et de réaliser cette étude.

Nous adressons également nos remerciements et nos félicitations à l'équipe de recherche pour sa diligence dans la réalisation de l'étude. C'est le lieux de rendre un hommage mérité au Prof. Bonny Ibhawoh pour avoir bien voulu diriger l'équipe de recherche et rédiger le rapport de l'étude. Nous tenons également à faire part de notre gratitude à l'équipe de recherche et d'analyse des données composée de Lanre Ikuteyijo, Melike Yilmaz et Adebisi Alade. Nos remerciements vont également à l'endroit de tous ceux et de toutes celles qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la révision et à la finalisation de ce rapport, je pense particulièrement aux transcriptrices et traductrices Maia Lepingwell-Tardieu et Emily Current.

Aussi voudrais-je à ce stade rendre un vibrant hommage à l'endroit de l'ensemble des enquêteurs pour avoir consacré leur précieux temps à la collecte de données fiables sur la Justice transitionnelle dans les États membres de la CBLT concernés par l'étude. Il s'agit de Christian Achaleke et Ballo Ngomna pour le Cameroun, Oubadjimdehba Désiré pour le Tchad, Abdoulaye Harouna pour le Niger et Mala Mustapha pour le Nigeria.

Enfin, j'aimerais témoigner ma reconnaissance au Programme des Nations Unies pour le développement, au Groupe international de soutien et à l'Union européenne pour leur appui technique et financier à la réalisation de cette étude.

**Mamman Nuhu (Amb.)**

Secrétaire Exécutif de la Commission  
du Bassin du Lac Tchad (CBLT), par  
ailleurs Chef de Mission de la Force  
Multinationale Mixte (FMM)

# CONTENU

REMERCIEMENTS.....	2
TABLEAUX ET FIGURES .....	5
ACRONYMES .....	6
AVANT -PROPOS .....	7
RESUME ANALYTIQUE.....	8
PRINCIPALES CONSTATATIONS .....	8
RECOMMANDATIONS .....	11
1. INTRODUCTION.....	14
1.1 APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE .....	16
1.2 TRAITEMENT ET ANALYSE.....	19
2. SCENARIO DES CONFLITS DANS LA REGION DU LAC TCHAD .....	20
3. CADRES DE LA JUSTICE TRANSITIONNELLE .....	24
3.1 DROITS HUMAINS INTERNATIONAUX ET CADRE DE JUSTICE TRANSITIONNELLE .....	29
3.2 CADRE POLITIQUE DE L'UNION AFRICAINE EN MATIERE DE JUSTICE TRANSITIONNELLE .....	30
3.3 STRATEGIE REGIONALE DE STABILISATION, DE RELEVEMENT ET DE RESILIENCE (SR-SRR) .....	32
3.4 UN CONTEXTE ATYPIQUE DE JUSTICE TRANSITIONNELLE .....	34
4. IMPACTS DU NEXUS TERRORISME-CRIMINALITÉ SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN .....	37
5. TRANSFORMATION DES CONFLITS DANS LA REGION DU LAC TCHAD .....	41
5.1 DESARMEMENT, DEMOBILISATION ET REHABILITATION (DDR).....	45
5.2 POURSUITES ET AMNISTIE .....	50
5.3 REDDITION DE COMPTES DES ACTIONS DES ACTEURS ETATIQUES ET DES GROUPES AFFILIES A L'ÉTAT.....	53
6. PRATIQUES COMMUNAUTAIRES DE JUSTICE COUTUMIERE AUTOCHTONE.....	55
6.1 INTEGRATION DES PRATIQUES DE JUSTICE COUTUMIERE AUTOCHTONE DANS LES PROCESSUS DE JUSTICE TRANSITIONNELLE .....	58
6.2 LES LIMITES DES SYSTEMES DE JUSTICE A BASE-COMMUNAUTAIRE.....	62
7. PRISE EN COMPTE DE LA DIMENSION GENRE ET JUSTICE POUR LES VIOLENCES SEXUELLES .....	65
8. COHERENCE DES POLITIQUES NATIONALES ET COORDINATION REGIONALE .....	70
9. LA JUSTICE REPARATRICE : REPARATIONS, COMPENSATIONS ET RESTITUTIONS.....	75
10. PRINCIPES DE JUSTICE TRANSITIONNELLE DU LAC TCHAD .....	79

11. CONCLUSION.....	83
ANNEXES.....	85
ANNEXE 1 : METHODOLOGIE INTEGREE DE L'ETUDE .....	86
ANNEXE 2 : METHODOLOGIE DE L'ETUDE ET PROCESSUS DE VALIDATION.....	87

## TABLEAUX ET FIGURES

---

**Figure 1 :** Principes de justice transitionnelle de la région du lac Tchad (PJTRLT)

**Tableau 1 :** Orientation des cadres politiques et pratiques en matière de justice transitionnelle

**Tableau 2 :** Stratégies et mécanismes de justice transitionnelle dans la région du LT

**Tableau 3 :** Systèmes de justice autochtones et religieux à base-communautaire - SULHU

**Tableau 4 :** Systèmes de justice autochtones et religieux à base-communautaire - DIYA

**Tableau 5 :** Justice locale et mécanismes de réintégration dans la région du LT

## ACRONYMES

<b>CADHP</b>	Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples
<b>PJTUA</b>	Politique de justice transitionnelle de l'Union africaine
<b>AQMI</b>	Al-Qaïda au Maghreb islamique
<b>BH</b>	Boko Haram
<b>PRC</b>	Processus de Redevabilité communautaire
<b>DDR</b>	Désarmement, démobilisation, réhabilitation
<b>DDRRR</b>	Désarmement, démobilisation, réhabilitation, réinsertion et réintégration
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>FCDO</b>	Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du développement
<b>FGD</b>	Discussion avec des groupes cibles
<b>PDI</b>	Personnes déplacées internes
<b>EIAO</b>	État islamiste en Afrique de l'Ouest
<b>EIC</b>	Entretien avec les répondants clés
<b>RLT</b>	Région du Lac Tchad
<b>CBLT</b>	Commission du Bassin du Lac Tchad
<b>PJTBRLT</b>	Politique de justice transitionnelle de la région du Lac Tchad
<b>RLT</b>	Région du Lac Tchad
<b>PJTRLT</b>	Principes de Justice transitionnelle dans la région du lac Tchad
<b>FMM</b>	Force Multinationale Mixte
<b>CNDDR</b>	Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration
<b>OPSC</b>	Operation Save Corridor
<b>RDPC</b>	Reconstruction et développement post-conflit
<b>SR-SRR</b>	Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience de la région du Lac Tchad
<b>JT</b>	Justice transitionnelle
<b>PJT</b>	Politique de justice transitionnelle
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>PNUD</b>	Programme des Nations unies pour le développement
<b>OEV</b>	Organisations extrémistes violentes

## AVANT -PROPOS

À l'issue d'un long et intense processus de consultation avec des représentants des gouvernements nationaux et locaux du bassin du lac Tchad, de la société civile et des organisations internationales, j'ai le plaisir de présenter la Politique de Réconciliation et de Réintégration à Base-Communautaire (PRRBC) du bassin du lac Tchad.

La Politique répond aux objectifs stratégiques 11 (« Réhabilitation et réconciliation ») et 12 (« Réinsertion et réintégration ») de la Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience des zones affectées par le conflit Boko Haram dans le bassin du lac Tchad (SR-SRR), adoptée par l'Union africaine et la Commission du Bassin du Lac Tchad en août 2018.

La Politique de RRBC donne des orientations générales au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria afin de soutenir une approche harmonisée des processus nationaux et locaux de réconciliation et de réintégration. Elle souligne que chaque État membre mettra en œuvre la Politique de RRBC en fonction de son contexte national et local.

La Politique met en relief l'importance d'une programmation de la réconciliation et de la réintégration basée sur des données probantes et qui tienne compte de l'approche genre, grâce à des évaluations approfondies et continues.

Prenant en compte les dommages et les traumatismes subis par les communautés affectées par le conflit, la Politique souligne l'importance de la « préparation des communautés », entre autres interventions, par l'engagement des communautés, la restauration des infrastructures sociales et productives et la réconciliation comme fondements d'un soutien durable à la réintégration.



Il est important de rappeler que la Note d'orientation de la CBLT sur la Justice transitionnelle complète la Politique de RRBC. Les deux documents encadrent le soutien apporté par les entités locales, nationales et internationales aux processus de réconciliation, en soulignant l'importance du leadership des autorités locales et de la communauté. Je recommande donc aux États membres de la CBLT de traduire le document dans les langues locales.

Enfin, la Politique souligne le rôle fondamental que jouent les communautés dans le processus de réintégration, ainsi que l'importance de répondre aux besoins et d'exploiter les capacités des adultes, des jeunes et des enfants, des hommes et des femmes, des garçons et des filles qui se réintègrent, suggère des structures de gouvernance régionales, nationales et locales appropriées pour une réconciliation et une réintégration réussies, et précise les modalités de mise en œuvre de la Politique sur la base des enseignements tirés aux niveaux national et international.

**Mamman Nuhu (Amb.)**

Secrétaire Exécutif de la Commission  
du Bassin du Lac Tchad (CBLT)

## RESUME ANALYTIQUE

---

La présente étude a été commandée par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) pour examiner la justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad (RLT), notamment dans les huit territoires les plus touchés des quatre pays affectés par le conflit Boko Haram (BH), à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad. L'étude vise à orienter la politique et les plans d'action en matière de justice transitionnelle dans la région du LT. Elle passe également en revue le scénario du conflit régional et examine comment les mécanismes de justice communautaire « non formels » existants et les mécanismes et processus « formels » du secteur de la justice peuvent contribuer à des stratégies globales de justice transitionnelle dans la région. La méthodologie de l'étude a été élaborée à partir des délibérations d'un Atelier méthodologique avec la participation intersectorielle de parties prenantes de toute la région. La méthodologie comprenait la recherche documentaire, le travail sur le terrain, les entretiens avec des informateurs clés et les discussions avec des groupes cibles. Des entretiens ont été menés avec diverses parties prenantes au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria. Les entretiens individuels et collectifs ont permis de recueillir des informations auprès des autorités administratives, des acteurs de la société civile, des chefs traditionnels des communautés, des acteurs religieux et des membres des communautés affectées. L'étude sert de base aux **lignes directrices de la Politique de justice transitionnelle de la Région du Lac Tchad (PJTRLT)**.

## PRINCIPALES CONSTATATIONS

---

- **Les principaux acteurs de la région du Lac Tchad ont des conceptions divergentes de la justice transitionnelle.** Ces différentes conceptions ont façonné les interventions des gouvernements, des leaders communautaires, des organisations de la société civile et des partenaires internationaux. Des conceptions contradictoires de la justice transitionnelle entravent la cohérence des politiques et la coordination des plans d'action.
- **La justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad nécessite une approche contextuelle et adaptable.** Les stratégies devraient dépendre de contextes qui tiennent compte des besoins variés et changeants des victimes, des ex-combattants, des communautés affectées et de l'État. Les initiatives de justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad s'inscrivent dans le contexte de l'extrémisme violent. Chaque pays affecté doit répondre aux exigences politiques, juridiques et institutionnelles qui lui sont propres pour mettre fin au conflit et assurer la transition vers la stabilité et le relèvement.
- **Les cadres politiques et juridiques de la justice transitionnelle dans les États membres de la CBLT sont fragmentés et manquent de cohérence.** Malgré les dispositions de la Politique de justice transitionnelle de l'Union africaine (PJTUA) et de la Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience (SR-SRR) de la Commission du Bassin du Lac Tchad, il subsiste un manque de cohérence des politiques nationales et des insuffisances dans la coordination régionale en ce qui concerne les éléments clés de la justice transitionnelle.



- **Les parties prenantes s'accordent presque toutes à dire que la justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad devrait trouver un équilibre entre la justice répressive et la justice réparatrice.** Mettre trop l'accent sur la répression peut s'avérer problématique, mais éviter de rendre compte des crimes encouragera l'impunité et suscitera le ressentiment, prolongeant ainsi la crise.
- **Les pratiques de justice réparatrice autochtones ou traditionnelles à base-communautaire présentent des avantages et des limites pour la justice transitionnelle. Les systèmes et pratiques de justice communautaire peuvent être des composantes utiles des processus de justice transitionnelle.** Toutefois, les systèmes judiciaires autochtones et coutumiers ne doivent pas être édulcorés. Dans certains cas, les pratiques de la justice coutumière renforcent la marginalisation et la stigmatisation. Il est donc nécessaire d'être sélectif en les intégrant dans les processus de justice transitionnelle. Les principes universels des droits de l'Homme devraient guider l'inclusion des pratiques communautaires coutumières dans les processus formels de justice transitionnelle.
- **Les femmes victimes de violences sexuelles sont plus susceptibles d'exiger des poursuites et une responsabilité juridique formelle.** Cela est conforme aux normes internationales en matière de droits de l'Homme et appelle à des stratégies de justice transitionnelle qui équilibrent les poursuites et les approches de justice réparatrice.
- **Les intérêts et les préoccupations des victimes, des survivants et de leurs familles devraient être au cœur des processus de justice transitionnelle.** L'un des principaux défis des programmes actuels de réhabilitation et de réintégration est l'impression qu'ils privilégient les intérêts des ex-combattants au détriment de la justice pour les victimes. Pour y remédier, les initiatives de DDR doivent également prendre en compte les intérêts des victimes et des communautés affectées.
- **Les communautés affectées par la violence dans la région du Lac Tchad souhaitent que les autorités nationales et les partenaires internationaux accordent autant d'attention à la réparation des victimes qu'à la réhabilitation et à la réintégration des ex-combattants.**
- **Le scénario de conflit unique de la région du Lac Tchad nécessite des cadres de transition flexibles et adaptés au contexte.** S'il est utile de s'inspirer des bonnes pratiques et des enseignements tirés des processus de justice transitionnelle dans des contextes de conflit similaires à travers le monde, le scénario de conflit unique de la région du Lac Tchad exige des cadres politiques et des plans d'action modulables en fonction du contexte et adaptés aux situations locales.
- **La reddition des comptes, l'efficacité et la transparence des poursuites sont essentielles pour lutter contre l'impunité et instaurer la confiance dans les processus de justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad.** Le fait de tenir les individus responsables de leurs crimes favorise la guérison, la réconciliation et les possibilités de réintégration. Faire en sorte que les acteurs étatiques et non étatiques rendent compte des abus qu'ils commettent est essentiel à l'instauration de la confiance et à la légitimité de la justice rendue.

- **Les perturbations sociales et économiques résultant des attaques violentes, des enlèvements et du banditisme sont souvent à l'origine de souffrances plus étendues dans les communautés affectées que les attaques elles-mêmes.** La pauvreté induite par l'insécurité perturbe les structures essentielles à la mise en œuvre d'une justice transitionnelle solide. L'instauration d'une paix durable dans la région du Lac Tchad nécessite des interventions soutenues en matière de développement humain afin de reconstruire les économies et la vie sociale des communautés affectées.
- Une approche sensible au genre qui prend en compte les besoins spécifiques des femmes est essentielle à la réussite des processus de justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad. La prévalence de la violence sexiste dans le conflit dans la région du Lac Tchad rend impératif l'adoption d'une perspective sexospécifique dans les interventions de justice transitionnelle dans la région.

## RECOMMANDATIONS

---

- En collaboration avec les Organisations de la société civile, les leaders communautaires et les partenaires internationaux, les autorités administratives devraient développer une compréhension commune des significations et des processus de la justice transitionnelle afin de clarifier les ambiguïtés conceptuelles qui entravent la cohérence des politiques et la coordination des plans d'action dans la région du Lac Tchad.
- Les parties prenantes doivent adopter une approche holistique de la justice transitionnelle qui examine comment les droits à la vérité, à la justice, à la réparation et aux garanties de non-récidive peuvent être respectés au mieux dans un contexte spécifique. Il peut s'agir **d'identifier les mécanismes de justice transitionnelle essentiels à mettre en œuvre en priorité** dans chaque contexte national et chaque situation de conflit. Les *lignes directrices de la PJTRLT* issues de cette étude fournissent un cadre pour une approche holistique.
- **Les approches de la justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad devraient offrir des solutions globales qui répondent aux complexités du conflit.** La récente reddition massive de membres d'organisations extrémistes violentes (OEV) dans la région offre l'occasion de mettre un terme à l'insurrection grâce à des approches globales de justice transitionnelle fondées sur un engagement multisectoriel.
- La justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad devrait adopter une approche pansociétale qui implique les communautés locales, les chefs traditionnels, les organisations communautaires, les médias, les experts universitaires, les partenaires internationaux et le secteur privé. Les intérêts des victimes, de leurs familles et des communautés concernées devraient être au cœur de cette approche.
- **Les chefs traditionnels et religieux jouent un rôle prépondérant dans la vie sociale et politique des communautés affectées et dans la résolution des conflits locaux.** Leur rôle devrait être intégré dans les processus de justice transitionnelle élaborés aux niveaux national et régional, et leur rôle dans ces processus devrait être clairement défini.
- Les interventions en matière de justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad doivent tenir compte des **circonstances politiques, sociales et économiques complexes** qui sont à l'origine du conflit dans la région.
- Compte tenu de la diversité et de la complexité des scénarios de conflits sociaux et politiques dans les États membres de la CBLT, les stratégies de justice transitionnelle devraient se concentrer sur **l'harmonisation nationale et la coordination régionale stratégique**. L'harmonisation et la coordination devraient également avoir lieu au niveau de la société civile et de la communauté à travers la formation de coalitions, de réseautage et la communication publique.

- **Les États devraient élaborer des politiques claires, fondées sur le plan juridique, impliquant la communauté et transparentes en matière de justice transitionnelle.** Ces lignes directrices nationales devraient s'inspirer des **lignes directrices de la PJTRLT** issues de la présente étude. Les politiques nationales devraient viser à atteindre des objectifs de justice centrés sur les victimes parallèlement à la consolidation de la paix à long terme. Les États devraient s'inspirer des lignes directrices de la PJTRLT pour mettre en place des mécanismes de contrôle (évaluation par les pairs), de partage des connaissances et d'évaluation des processus de transition. Ces mécanismes pourraient prendre la forme de commissions/panels de justice transitionnelle (TJC) ou d'autres plates-formes de redevabilité communautaire (PRC) pour la justice transitionnelle.
- **Les processus de justice transitionnelle doivent être pris en charge localement et reposer sur la participation de la communauté.** Les processus de justice transitionnelle devraient être guidés par la sensibilisation des communautés, la consultation publique et le dialogue avec des processus de retour d'information transparents. Ces stratégies devraient inclure des cadres cohérents pour les poursuites et les sentences, ainsi que des garanties de non-récidive par le biais d'organes judiciaires dûment constitués, de réparations au niveau communautaire et de mécanismes de recherche de la vérité.
- La coordination stratégique de la justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad devrait **trouver un équilibre entre la justice rétributive (punitif) et la justice réparatrice.** Mettre l'accent sur la sanction peut être problématique, mais l'absence de celle-ci n'est pas la solution idéale.
- **On peut recourir à l'amnistie, à la grâce et à la négociation de peine** pour créer les conditions institutionnelles, politiques et sécuritaires nécessaires au respect de l'État de droit, des droits de l'Homme et du droit humanitaire. Toutefois, les amnisties et les grâces ne doivent pas être utilisées sans discernement, car cela entraverait l'obligation de rendre des comptes pour les violations commises et favoriserait l'impunité.
- **Les gouvernements, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux devraient soutenir et promouvoir les pratiques de justice réparatrice des communautés autochtones qui affirment les droits de l'Homme, en complément des systèmes de justice formels.** Les partenaires humanitaires, de développement et de consolidation de la paix devraient aider les communautés à réformer les pratiques coutumières néfastes qui sèment la discorde ou déclenchent des conflits.
- **Les initiatives de justice transitionnelle doivent être structurées et coordonnées.** La coordination devrait inclure l'élaboration d'objectifs et d'approches communs et d'une **stratégie de communication fiable.** Des mécanismes opérationnels adéquats dans chaque État amélioreront la coordination des processus de justice transitionnelle. Les États membres de la CBLT devraient élaborer des normes communes ou des cadres politiques compatibles afin de renforcer la cohérence et l'approche pangouvernementale de la justice transitionnelle.

- Les États membres de la CBLT, les partenaires internationaux et les organisations de la société civile (OSC) devraient **donner la priorité aux réparations accordées aux victimes de conflits et de violences** afin d'atténuer le ressentiment croissant des communautés affectées, qui ont l'impression que les programmes de stabilisation et de relèvement négligent le bien-être des victimes. Les partenaires internationaux devraient aider les États à créer et à administrer efficacement des **fonds de réparation ou des fonds pour les victimes**. Les OSC devraient soutenir les victimes et les communautés affectées dans leur action en faveur de la compensation, de la restitution et des réparations.

---

# 1. INTRODUCTION

Le présent rapport est le fruit d'une étude approfondie des processus et pratiques de justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad (RLT). Il cartographie les pratiques de justice transitionnelle dans les huit territoires les plus affectés des quatre pays impliqués dans le conflit Boko Haram - les États fédérés de Borno, Yobé et Adamawa au Nigeria ; la région de Diffa au Niger ; les provinces du Lac et de Hadjer-Lamis au Tchad ; et les Régions du Nord et de l'Extrême-Nord au Cameroun.

Le leitmotiv de cette étude est venu d'un Dialogue de haut niveau sur « le développement de solutions régionales globales dans le BLT » organisé par le Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (BAECD) dans son rôle de co-président du Groupe de soutien international à la Stratégie régionale de l'Union africaine de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience dans le Bassin du Lac Tchad (SR-SRR).

L'une des principales recommandations de ce Dialogue qui s'est tenu à Wilton Park, au Royaume-Uni, en mars 2022, était de commander une *étude pour examiner les initiatives de justice transitionnelle* dans la région du Lac Tchad et leur efficacité à rendre la justice pour différents niveaux de criminalité et de violations des droits de l'Homme. L'atelier a recommandé que les données issues de l'étude soient utilisées pour élaborer des normes communes ou minimales en matière de profilage, de justice réparatrice et de poursuites, qui soient adaptées au traitement des différentes catégories d'auteurs et de victimes. En outre, il a recommandé d'harmoniser les efforts interrégionaux entre les États membres de la CBLT et de collaborer dans divers secteurs techniques, matériels et tactiques afin de renforcer les programmes de sécurité, de démobilisation et de réintégration.

La présente étude alimente les **lignes directrices de la Politique de Justice transitionnelle de la Région du Lac Tchad (PJTRLT)** élaborées à cet effet. La PJTRLT est un guide pratique destiné aux praticiens de la justice transitionnelle et de la consolidation de la paix dans la région du Lac Tchad. L'étude et les lignes directrices de la PJTRLT qui l'accompagnent visent à répondre à la nécessité d'une recherche exhaustive pour guider les interventions politiques et produire un recueil de bonnes pratiques à l'intention des États concernés, des communautés affectées, des partenaires internationaux et des praticiens dans la région du Lac Tchad et dans des contextes similaires à travers le monde entier. En proposant des analyses détaillées et fondées sur des preuves, le présent rapport vise à favoriser une meilleure compréhension du caractère unique du scénario du conflit et des impératifs de la justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad.

Le présent rapport est le fruit d'une année d'étude au cours de laquelle des entretiens avec des informateurs clés et des groupes de discussion ont été menés avec diverses parties prenantes de la région du Lac Tchad (Cf. annexes). Il s'agit notamment de leaders communautaires, de représentants de la société civile, d'autorités administratives et d'acteurs religieux au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria. La méthodologie de l'étude et le processus de validation ont été développés en partenariat avec un réseau de partenaires de recherche locaux issus des régions objet de l'étude. Cela a permis de s'engager avec un large éventail de parties prenantes impliquées dans les processus de justice transitionnelle dans les États membres de la CBLT concernés. Le projet d'étude a fait l'objet d'une validation technique et politique par le biais d'ateliers universitaires et de la société civile et de présentations au Forum des Gouverneurs de la CBLT (Cf. annexe 2).

## 1.1 Approche et Méthodologie

---

La méthodologie de cette étude a été formulée dans le cadre d'un processus de collaboration facilité par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT). Un atelier méthodologique s'est tenu à Abuja du 18 au 20 août 2022, qui a réuni des acteurs des services étatiques, des experts, des représentants des communautés, des organisations de la société civile, des organisations internationales et des pays donateurs. L'atelier a permis de définir le cadre de l'étude, d'examiner les étapes méthodologiques, l'éthique de la recherche et l'engagement des parties prenantes. La méthodologie prend en compte les réalités politiques, sociales et culturelles de la région du Lac Tchad (RLT) et les complexités de son scénario de conflit. Elle souligne le caractère unique des multiples groupes d'insurgés de la région et des crises entre et au sein des factions. L'étude examine la violence généralisée des organisations extrémistes violentes (OEV), les récentes vagues de défections de ces groupes, les activités antiterroristes actuelles des États, les programmes de réintégration et le lien entre terrorisme et criminalité, mis en évidence par l'augmentation du banditisme, des enlèvements et des séquestrations.

Cette étude adopte une approche approfondie et ascendante. Bien qu'elle n'ait pas impliqué d'enquêtes démographiques longitudinales à grande échelle sur la perception du conflit dans la région du Lac Tchad, elle s'appuie sur d'autres études qui offrent une vue d'ensemble du conflit. L'étude est unique en ce qu'elle offre une vision approfondie des discussions, des processus et des pratiques en matière de justice transitionnelle de la part des principales parties prenantes. La recherche met l'accent sur l'obtention de points de vue détaillés de la part d'informateurs clés identifiés grâce à des techniques d'échantillonnage non aléatoire, afin d'effectuer des analyses interprétatives approfondies.

L'étude examine le rôle des chefs coutumiers, communautaires et religieux autochtones dans les processus de justice transitionnelle, ainsi que le rôle des acteurs de conflit étatiques et affiliés à l'État. Elle va au-delà de l'examen des violences commises par les OEV pour inclure le rôle des acteurs étatiques et des groupes affiliés à l'État, tels que les Forces de défense et de sécurité et les Comités de vigilance. Il est essentiel de comprendre le rôle des différents auteurs et bénéficiaires du conflit pour faire passer les communautés d'une situation de conflit et d'instabilité à une situation de paix et de stabilité. L'étude met également l'accent sur la représentation des sexes et la prise en compte des points de vue des femmes. L'étude a fait appel à des parties prenantes de plusieurs secteurs, notamment pour garantir une large représentation et des perspectives diverses.



Il s'agit de:

- Auteurs et bénéficiaires (anciens combattants de BH, associés, alliés et sympathisants) ;
- Victimes (femmes, hommes, enfants, jeunes et personnes âgées) ;
- Personnes responsables (membres nationaux, locaux ou communautaires impliqués dans les processus de justice transitionnelle, chefs traditionnels et guérisseurs, chefs religieux, responsables d'ONG) ;
- Fonctionnaires;
- Personnel militaire ;
- Comités de vigilance /Groupes d'auto-défense

La méthodologie de l'étude est globale, participative et inclusive. En intégrant des méthodes qualitatives et quantitatives, en impliquant un large éventail de parties prenantes et en se concentrant sur le contexte unique de la région du Lac Tchad, l'étude vise à fournir des informations précieuses et des lignes directrices pratiques pour les spécialistes de la justice transitionnelle et de la consolidation de la paix dans la région. Cette approche systématique garantit que les résultats de l'étude sont à la fois fiables et applicables, contribuant ainsi aux efforts en cours pour relever les défis posés par l'insurrection de Boko Haram et pour favoriser la paix et la justice dans la région du Lac Tchad.

L'étude a utilisé une approche mixte, intégrant à la fois des sources de données primaires et secondaires. Cette conception participative de la recherche comprend une approche séquentielle de méthodes mixtes où une étude documentaire précède la collecte de données primaires par le biais d'entretiens avec des informateurs clés (EIC) et de discussions avec des groupes cibles (DGC). Au total, l'étude, qui a duré un an, a donné lieu à des entretiens et des consultations avec plus de 150 personnes. La plupart des entretiens ont été menés dans les langues locales et traduits en français ou en anglais pour l'analyse. Le consentement des agences concernées a été obtenu et l'entrée de la communauté a été facilitée par les structures du PNUD, en impliquant les principales parties prenantes. Les entretiens et les discussions ont permis de recueillir des données sociodémographiques, des perceptions locales de la justice transitionnelle et des pratiques de justice communautaire, de l'intégration des femmes, de la reddition des comptes, de la réintégration, des mesures de réconciliation et des aspirations à la justice et à la paix.

**Lieux de l'étude :** L'étude a été menée dans quatre Etats membres affectés par l'insurrection de Boko Haram :

- **Nigeria :** États de Borno, Adamawa et Yobé, divisés en cinq zones culturelles ;
- **Tchad :** Provinces du Lac et de Hadjer-Lamis ;
- **Niger:** Région de Diffa;
- **Cameroun :** Régions du Nord et de l'Extrême Nord

**Entretiens avec des informateurs clés (EIC) :** Ils ont été menés avec des chefs traditionnels et religieux, des leaders communautaires, des fonctionnaires et des représentants d'ONG et d'OSC. Au total, soixante-trois (63) entretiens ont été menés au Cameroun, au Tchad et au Niger.

**Discussions avec des groupes cibles (DGC) :** Afin de recueillir des points de vue divers, six discussions avec des groupes cibles (DGC) ont été organisées, chacune durant environ une heure et demie. Les discussions ont impliqué des groupes de parties prenantes clés, notamment des jeunes, des femmes et d'autres participants concernés, organisés en groupes de 8 à 12 personnes. Dans certains cas, les DGC ont été organisées exclusivement avec des groupes de femmes afin de respecter les sensibilités culturelles et de garantir la confidentialité.

**Étude documentaire :** L'étude documentaire comprenait des recherches secondaires sur la justice transitionnelle, l'analyse de rapports situationnels, l'examen des lois et des politiques liées à la Stratégie Régionale de Stabilisation (SRS) et une revue de la littérature pertinente, y compris les rapports publiés, les articles et les sources d'information, avec un accent particulier sur la littérature francophone.

**Population de l'étude :** La population cible comprenait les membres des communautés, notamment les victimes et les survivants des conflits et des violations des droits de l'Homme, les résidents des zones affectées, les services étatiques concernées, les ONG et les OSC, ainsi que les chefs traditionnels et religieux.

**Techniques d'échantillonnage :** Des techniques d'échantillonnage non aléatoire et intentionnel ont été utilisées pour sélectionner les participants. L'échantillonnage raisonné a permis d'inclure diverses parties prenantes en fonction des lieux d'étude concernés, des points communs et des différences culturelles, des considérations de genre et des risques de sécurité.

## 1.2 Traitement et Analyse

---

Les entretiens ont été menés dans les langues locales, transcrits en français, puis traduits en anglais. Dans un souci d'exactitude, des traductions littérales ont été utilisées et plusieurs traducteurs ont été consultés pour garantir la cohérence des documents. Le processus de révision comprenait des vérifications approfondies de la cohérence, des erreurs grammaticales et structurelles et de l'adéquation des données, qui ont toutes contribué à la fiabilité et à la validité des informations collectées. En ce qui concerne l'analyse des données, le codage a été effectué par deux codeurs afin d'améliorer la fiabilité inter-codeurs et de garantir à la fois la réflexivité et la transparence. Le processus de codage visait à distiller les données en thèmes gérables. Les analyses ont ensuite été guidées par les questions de recherche, en utilisant des citations illustratives et la cartographie des réseaux pour identifier des modèles. Un logiciel d'analyse des données approprié a été utilisé pour garantir un examen complet des données.

Les résultats de l'étude ont été rigoureusement validés par des voies techniques et politiques. Il s'agissait notamment d'ateliers régionaux organisés par la CBLT et le PNUD avec les principales parties prenantes, ainsi que de conférences para-académiques visant à garantir la crédibilité et la pertinence des résultats.

---

## **2. SCENARIO DES CONFLITS DANS LA REGION DU LAC TCHAD**



Les quatre pays riverains du Lac Tchad, à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad ont été impliqués dans des conflits transfrontaliers et des insurrections armées au cours des deux dernières décennies. Au cours de cette période, l'insurrection de Boko Haram (BH), dont l'épicentre se trouve au Nigeria, s'est étendue aux pays limitrophes. Les origines du BH (*Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad* – JAS) et les manifestations de l'insurrection sont déterminées par des facteurs ethnoreligieux, politiques, économiques et socioculturels divers et complexes, répartis à travers la région. Les attaques violentes de BH et d'autres groupes dissidents ont provoqué d'énormes bouleversements politique, sociaux et économique dans la région, notamment des massacres, des déplacements internes et transfrontaliers, la perte des moyens de subsistance et l'instabilité.

Ces dernières années, les défis sécuritaires dans la région du Lac Tchad ont été aggravés par l'émergence de groupes dissidents de BH tels que l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) et la résurgence de factions telles qu'Ansaru. La hausse immédiate de la criminalité, du banditisme, des enlèvements et des conflits intercommunautaires induits par le climat a accentué les destructions dans la région du Lac Tchad. Par ailleurs, les alliances entre ces Organisations extrémistes violentes (OEV) et *Al-Qaïda au Maghreb islamique* (AQMI) ont exacerbé la violence et les destructions, étendant ainsi les ramifications au-delà de la région du Lac Tchad. Les affrontements entre agriculteurs et éleveurs provoqués par le changement climatique et les conflits entre éleveurs ont alimenté le conflit régional.

L'instabilité a eu pour conséquence majeure une crise humanitaire sans précédent, confinant ainsi des millions de personnes, dont des femmes et des enfants, dans des camps de personnes déplacées internes (PDI). Les rapports indiquent qu'au début de 2020, on comptait 169. 003 personnes déplacées dans la région du lac du Tchad, environ 297. 380 dans l'Extrême-Nord du Cameroun, environ 111. 058 dans la région de Diffa au Niger, et environ 1,8 million de personnes dans le nord-est du Nigeria (Adamawa, Yobé et Borno).<sup>1</sup> Outre les traumatismes psychologiques et les souffrances que les civils déplacés subissent dans les camps de réfugiés, les communautés affectées sont confrontées à la pauvreté, aux privations et à l'insécurité.

Avec le soutien du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et d'autres partenaires internationaux, notamment le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (BAECD), les Etats membres concernés de la région du Lac Tchad ont mis en œuvre divers programmes stratégiques pour mettre fin à l'extrémisme violent et atténuer les crises humanitaires.<sup>2</sup> Parmi d'autres approches régionales harmonisées, le Conseil des Ministres de la CBLT a adopté en août 2018 le cadre de la Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience (SR-SRR), axée sur neuf Piliers d'intervention stratégique qui se recoupent.

Ces Piliers comprennent la Coopération politique, la Gouvernance et le Contrat social, le Relèvement socio-économique, la Durabilité environnementale, la Prévention de l'Extrémisme violent et la Consolidation de la paix, le désarmement, la démobilisation, le retour, la réintégration et la réinstallation. La Stratégie prévoit également un soutien humanitaire et militaire aux communautés affectées, ainsi que le désarmement, la démobilisation, la réhabilitation, la réinsertion et la réintégration (DDRRR) des personnes associées à BH.<sup>3</sup>

La lutte pour la domination entre l'EIAO et le JAS, qui a conduit à la mort du chef du JAS, a entraîné des défections massives et le déplacement de groupes et d'effectifs associés depuis les zones contrôlées par le JAS. Ces redditions massives offrent la possibilité de réduire les capacités des groupes armés et d'atténuer les conflits. Bien que l'EIAO ait profité de cette occasion pour consolider sa position en tant que mouvement le plus puissant, plus de 50. 000 personnes, dont des combattants de BH, leurs familles et des personnes déplacées, se sont rendues aux forces de défense

---

<sup>1</sup> Agence des États-Unis pour le développement international, « Bassin du Lac Tchad - une urgence complexe : Fiche d'information n° 2, Exercice fiscal 2020 », *USAID*, 31 mars 2020, <https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/03.31.20 - USAID-DCHA Lake Chad Basin Complex Emergency Fact Sheet 2 0.pdf>

<sup>2</sup> Programme des Nations unies pour le développement et Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires, « Résilience pour le développement durable dans le Bassin du Lac Tchad » *PNUD et OCHA*, Août 2018, <https://landportal.org/fr/library/resources/resilience-sustainable-development-lake-chad-basin>

<sup>3</sup> Commission du Bassin du Lac Tchad, « Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience des zones affectées par le conflit Boko Haram dans la région du Bassin du Lac Tchad », août 2018, <https://www.peaceau.org/uploads/regional-stabilisation-recovery-and-resilience-strategy-rss-.pdf>

et de sécurité nationales et locales dans la région du Lac Tchad.<sup>4</sup> Ce changement récent dans la dynamique du conflit souligne la nécessité de mettre en place des mécanismes et des processus de justice transitionnelle fiables qui aident les survivants, les familles des victimes et les communautés affectées recevant des repentis à faire face aux griefs non résolus, à l'injustice perçue, à la peur et à la pauvreté.

Dans la région du Lac Tchad, les parties prenantes ont cherché à tirer parti des redditions massives et à harmoniser les approches tout en renforçant la réponse en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) dans la région. Les Etats membres concernés et leurs partenaires internationaux ont adopté diverses initiatives de DDR pour réduire la violence dans les communautés de la région en encourageant les redditions des éléments des OEV. Ces approches de DDR comprennent des programmes de déradicalisation et de réhabilitation tels que l'Opération « Safe Corridor » du Nigeria, les programmes de réhabilitation mis en place par les Gouvernements du Niger et du Cameroun, et la voie de l'amnistie pronée par le Gouvernement tchadien pour les repentis des OEV en novembre 2021.<sup>5</sup>

Le coup d'État perpétré au Niger en juillet 2023, qui a chassé le Président Mohamed Bazoum du pouvoir, a tendu les relations politiques entre le pays et les pays voisins de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui ont imposé des sanctions au Niger à la suite du coup d'État. De manière spécifique, l'évolution de la situation politique a eu un impact négatif sur la coopération militaire entre le Niger et le Nigeria. Compte tenu de la nature transfrontalière du conflit régional, le Niger et le Nigeria sont confrontés à des défis sécuritaires communs, car les armes acheminées au Nigeria depuis le Sahel passent en grande partie par le Niger. Les sanctions de la CEDEAO ont affecté la lutte contre Boko Haram dans la région du Lac Tchad, car l'absence de partage de renseignements entre le Niger et la Force Multinationale Mixte (FMM) a rendu difficile la coordination militaire, du DDR et politique.<sup>6</sup>

---

<sup>4</sup> Bonny Ibhawoh et Paul Nyulaku, « Bassin du Lac Tchad : Élaboration de solutions régionales globales », Wilton Park, mars 2022, <https://www.wiltonpark.org.uk/wp-content/uploads/2022/02/WP2035-LCB-Final-Report.pdf>

<sup>5</sup> Ryan Knapick, « Le Tchad amnistie des centaines de rebelles et de prisonniers politiques » *The Caravel*: Décembre 2021, extrait de <https://www.thecaravelgu.com/blog/2021/12/9/chad-gives-amnesty-to-hundreds-of-rebels-and-political-prisoners>; Audu Bulama Bukarti et Rachel Bryson, « Traiter avec les repentis de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad : Leçons du Nigeria », *Tony Blair Institute for Global Change*: 2019. <https://institute.global/sites/default/files/articles/Dealing-With-Boko-Haram-Defectors-in-the-Lake-Chad-Basin-Lessons-From-Nigeria-.pdf>

<sup>6</sup> Par exemple, la FMM a dû chercher d'autres axes de ravitaillement plus longs, car elle ne peut plus passer par le Niger. Malik Samuel et Hassane Koné, « Les deux pays doivent mettre leurs différences politiques de côté pour mettre fin à la violence qui dévaste les communautés frontalières » *ISS Today*, Institute of Security Studies, 24 octobre 2023.

---

## 3. CADRES DE LA JUSTICE TRANSITIONNELLE



Le terme « justice transitionnelle » désigne l'ensemble des mesures mises en œuvre dans divers secteurs de la société pour traiter les conséquences des violations massives des droits de l'Homme résultant d'un conflit ou d'un régime répressif.<sup>7</sup> *La justice transitionnelle est un concept flexible et très spécifique au contexte.* Le large éventail de politiques et de pratiques associées à la justice transitionnelle rend difficile l'élaboration d'une définition précise.<sup>8</sup> Elle est généralement associée à des périodes de changement politique, caractérisées par des réponses juridiques visant à faire face aux violations résultant d'un conflit ou des méfaits des régimes répressifs qui l'ont précédée. L'exercice de la justice dans des situations normales pose d'énormes difficultés. Le faire dans des pays en transition intensifie ces difficultés, car il faut trouver un équilibre délicat entre deux impératifs : « D'une part, il est nécessaire de revenir à l'État de droit et poursuivre les contrevenants. D'autre part, il est nécessaire de reconstruire les sociétés et d'entamer le processus de réconciliation. »<sup>9</sup>

L'étude adopte la définition des Nations unies de la justice transitionnelle, à savoir « l'ensemble des processus et mécanismes associés aux tentatives d'une société de faire face à l'héritage d'abus passés à grande échelle, afin de garantir la responsabilité, de servir la justice et de parvenir à la réconciliation. »<sup>10</sup> Il s'agit de processus et de mécanismes judiciaires et non judiciaires, y compris des initiatives de poursuites, des initiatives de facilitation relatives au droit à la vérité, des mesures de réparation, des réformes institutionnelles et des consultations nationales. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH) déclare que la combinaison de justice transitionnelle choisie doit être conforme aux normes et obligations juridiques internationales. Ces obligations comprennent la non-discrimination, l'obligation de poursuivre les auteurs de violations flagrantes des droits de l'Homme et de violations graves du Droit international humanitaire, le droit des victimes à la vérité, à la justice, à la réparation et aux garanties de non-récidive, ainsi que le droit de participer aux affaires publiques.<sup>11</sup>

---

<sup>7</sup> Pablo De Greiff, « Théorisation de la justice transitionnelle » *Nomos* 51 (2012) : 34.

<sup>8</sup> Paul Gready et Simon Robins, « La justice transitionnelle et les théories du changement : Vers une évaluation visant à la compréhension », *International Journal of Transitional Justice* (14, 2020), 280.

<sup>9</sup> Alexander Boraine, « Justice transitionnelle : Une interprétation holistique ». *Journal of International Affairs* (New York) 60, no. 1 (2006) : 17–27.

<sup>10</sup> Nations unies, *Note d'orientation du Secrétaire général, Justice transitionnelle : Un outil stratégique pour les peuples, la prévention et la paix* (HCDH, Genève : 2023).  
[https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/transitionaljustice/sg-guidance-note/2023\\_07\\_guidance\\_note\\_transitional\\_justice\\_en.pdf](https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/transitionaljustice/sg-guidance-note/2023_07_guidance_note_transitional_justice_en.pdf)

<sup>11</sup> Note d'orientation du Secrétaire général des Nations unies : L'approche des Nations unies en matière de justice transitionnelle, 2010  
<https://digitallibrary.un.org/record/682111?ln=en>

*« Le savoir local est au cœur de la justice transitionnelle. Un système de justice transitionnelle codifié ne fonctionne pas. Seuls les principes peuvent être codifiés, pas les pratiques. Les pratiques se fondent sur la région et la coutume. Nous devons nous efforcer d'aligner les principes de la justice transitionnelle sur les connaissances/traditions locales. »*

*– Une partie prenante du milieu universitaire, au Cameroun*

La justice transitionnelle n'est pas une forme spécifique de justice, mais une justice adaptée aux sociétés qui se transforment après une période de violence généralisée ou de violation des droits de l'Homme. Dans certains cas, ces transformations se

produisent soudainement ; dans d'autres, elles peuvent s'étaler sur plusieurs décennies.<sup>12</sup> D'un point de vue conceptuel, la justice transitionnelle peut également être considérée comme un ensemble de processus de stabilisation et de consolidation de la paix visant à renforcer l'État de droit après un conflit de grande ampleur en réconciliant durablement les auteurs et les victimes par le biais de la reddition des comptes et de la justice. Dans ces contextes, la justice transitionnelle vise à remédier aux déficiences systémiques et structurelles qui contribuent aux cycles de violence et de traumatisme.

Les mécanismes et processus de justice transitionnelle visent à rendre justice aux victimes, à faire respecter l'État de droit et à faire en sorte que les auteurs de violations des droits de l'Homme rendent compte de leurs actes. Les processus de justice transitionnelle peuvent également mettre l'accent sur la restauration et le bien-être de la communauté par le biais de procédures judiciaires et non judiciaires. Les éléments essentiels de ces processus sont la recherche de la vérité ancrée dans le droit de savoir, le droit à la réparation et à la restitution, le droit à la justice et le droit à des garanties de non-récidive ancrées dans la sécurité et la réforme institutionnelle.

La justice transitionnelle est un mécanisme pratique pour reconstruire les sociétés en conflit, comme celles de la région du Lac Tchad, car elle offre des possibilités de stabilisation, de relèvement et de consolidation de la paix en réconciliant les personnes lésées, en rétablissant la confiance et en réparant les relations détériorées.

Dans les sociétés en transition, les dirigeants promeuvent les droits individuels et collectifs des victimes en recourant aux mécanismes judiciaires et non judiciaires de la justice transitionnelle pour poursuivre les auteurs d'actes criminels violents, organiser des commissions de vérité pour enquêter sur les atrocités commises et les documenter, mettre en place des programmes de réparation pour les victimes/survivants et procéder à des réformes des institutions étatiques afin d'empêcher la résurgence des conflits. Les victimes ne doivent pas être considérées comme de simples destinataires ou bénéficiaires des processus de justice transitionnelle, mais comme des parties prenantes actives, de la conception au suivi, en passant par la mise en œuvre. Parmi les autres mesures prises dans le cadre des processus de justice transitionnelle figurent les commémorations, les amnisties, la création de mémorial pour favoriser la réconciliation et enseigner la leçon préventive du « plus jamais ça »,

<sup>12</sup> CIJT, 2009. « Qu'est-ce que la justice transitionnelle ? » [En ligne] Consultable à l'adresse : <https://www.ictj.org/sites/default/files/ICTJ-Global-Transitional-justice-2009>.

les excuses publiques, les compensations et la construction de musées pour préserver la mémoire publique et favoriser l'éducation aux droits de l'Homme et à la paix.<sup>13</sup> Toutes ces mesures sont mises en œuvre sur la base de la conviction que les sociétés déchirées par des conflits, comme celles de la région du Lac Tchad, ont besoin de la restauration de l'État de droit, d'institutions étatiques responsables et d'une gouvernance démocratique pour parvenir à une paix et à un développement durables.

*La justice transitionnelle s'applique à un contexte particulier. Nous devons donc impliquer les acteurs locaux pour mettre en œuvre les pratiques choisies... Les combattants de BH sont recrutés dans des communautés très spécifiques. Par conséquent, si nous devons utiliser des pratiques traditionnelles dans le processus de réhabilitation, elles doivent tirer leurs fondements des pratiques de la région en question. Nous n'allons pas importer des idées et des traditions d'une autre localité. Il doit s'agir de pratiques acceptées par la communauté et reconnues par les anciens membres. Les pratiques de justice transitionnelle utilisées doivent se fonder sur les coutumes de la région. »*  
– Un haut-fonctionnaire, au Tchad

Compte tenu de la situation conflictuelle actuelle dans la région du Lac Tchad, tous les principes de la justice transitionnelle ne sont pas immédiatement applicables. Certains principes, tels que les enquêtes, les poursuites, les réparations, la réintégration et la réconciliation, sont plus urgents que ceux de la commémoration et du souvenir. Toutefois, des études ont montré que certains de ces mécanismes, tels que les poursuites pénales, ne parviennent pas toujours à maintenir la paix. Dans certains cas, les États et les dirigeants politiques ont imposé ces mécanismes sans établir de

priorités adéquates, sans consulter les parties prenantes et sans tenir compte de la complexité des conflits.<sup>14</sup> Ce point est particulièrement pertinent pour la justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad, où les OEV transnationales, les différentes approches nationales de transformation des conflits et les diverses parties prenantes compliquent le scénario du conflit.

La participation inclusive et significative d'un large éventail de parties prenantes, notamment les victimes, les pouvoirs publics, les leaders communautaires et les organisations de la société civile, est essentielle à la réussite de la justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad. Pour y parvenir, la justice transitionnelle doit également être associée à des programmes humanitaires et de développement adéquat. L'incapacité des processus de justice transitionnelle à répondre aux besoins

<sup>13</sup> Bonny Ibhawoh, "Commemoration, Memorialization and Rights," in: Samuel Moyn et Meredith Terretta, éditeurs. *Histoire des droits de Cambridge, volume V : Les XXe et XXIe siècles* (New York : Cambridge University Press, à paraître-2023).

<sup>14</sup> Oliver Richmond, « La construction d'un État défaillant par rapport à la construction de la paix » *Cooperation and Conflict* 48, 3 (2013) : 378-400 ; Simon Robins et Erik Wilson, « Méthodes participatives avec les victimes : Une approche émancipatoire de la recherche sur la justice transitionnelle », *Revue canadienne de droit et société* 30, 2 (2015) : 220.

fondamentaux tels que l'alimentation, la santé et l'éducation démontre l'écart entre les besoins des victimes et ce qu'un cadre de justice transitionnelle tente d'apporter.<sup>15</sup>

L'approche de la justice transitionnelle adoptée dans cette étude s'appuie sur plusieurs cadres conceptuels et politiques. Il s'agit notamment d'un cadre international pour les droits de l'Homme et la justice transitionnelle, ancré dans la Note d'orientation du Secrétaire général des Nations unies sur la Justice transitionnelle; d'un Cadre politique continental centré sur le Cadre politique de l'Union africaine en matière de Justice transitionnelle (PJTUA); d'un cadre régional axé sur le Pilier N°3 de la Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience (SR-SRR) de la CBLT, qui met l'accent sur le renforcement et l'harmonisation des systèmes de justice , pénale et transitionnelle nationaux afin de mener efficacement des investigations et entreprendre des poursuites à l'encontre des personnes associées à des OEV ; de cadres juridiques, judiciaires et politiques nationaux; de cadres juridiques, politiques et pratiques au niveau provincial, régionale et fédéré ; et de cadres communautaires centrés sur les pratiques locales de justice religieuse et coutumière. L'élaboration d'une politique cohérente en matière de justice transitionnelle pour la région du Lac Tchad requiert un engagement à tous les niveaux des cadres juridiques, politiques et pratiques.

**Tableau 1 :**

**Orientation des cadres politiques et pratiques en matière de justice transitionnelle**

- **International** : Note d'orientation du Secrétaire général des Nations unies : Approche des Nations unies en matière de justice transitionnelle ; cadre d'analyse des Nations unies pour les crimes d'atrocité ; charte internationale des droits de l'Homme ;
- **Continental** : Cadre politique de l'Union africaine en matière de justice transitionnelle (PJTUA) ;
- **Régional** : Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience (SR-SRR) : Pilier 3 - Renforcement et harmonisation des systèmes nationaux de justice pénale et transitionnelle ;
- **National** : Cadres juridique, judiciaire et politique ;
- **Provincial/régional/fédéré** : Cadres juridique, politique et pratique ;
- **Communautaire** : Pratiques coutumières et religieuses **locales** en matière de justice

<sup>15</sup> Simon Robins, « Les limites de la justice transitionnelle dans la prise en compte des besoins des victimes de violations », *droits de l'Homme et discours juridique international*, (2017) : 41-58.

### 3.1 Droits Humains Internationaux et Cadre de Justice Transitionnelle

La Note d'orientation du Secrétaire général des Nations unies sur la Justice transitionnelle énonce les principes fondamentaux qui doivent guider les processus de justice transitionnelle. Il s'agit notamment de respecter les normes internationales, de tenir compte des causes profondes, du contexte politique local et du contexte national particulier, de renforcer les capacités nationales, de garantir les droits des femmes et une approche tenant compte des enfants, de garantir le rôle central des victimes, d'assurer la coordination avec des initiatives plus larges en matière d'État de droit, d'adopter des approches globales et d'assurer une coordination et des partenariats efficaces.<sup>16</sup>

Il est important de noter que, bien que les Nations unies recommandent le respect des normes et standards internationaux, elles ne sont pas prescriptives quant aux processus et mécanismes de justice transitionnelle adoptés dans chaque pays. Les Nations unies reconnaissent que les États doivent tenir compte de leurs contextes politiques particuliers et des causes profondes du conflit lorsqu'ils conçoivent et mettent en œuvre des processus et des mécanismes de justice transitionnelle. Comme indiqué dans les Notes d'orientation du Secrétaire général : « Les processus et mécanismes de justice transitionnelle ne fonctionnent pas dans un vide politique, mais sont souvent conçus et mis en œuvre dans des environnements post-conflit et de transition fragiles. »<sup>17</sup> Les Nations unies reconnaissent que chaque programme de justice transitionnelle est un ensemble unique de processus et de mécanismes mis en œuvre dans un contexte spécifique. « L'ONU évite les formules toutes faites et l'importation de modèles étrangers et fonde son travail sur une analyse approfondie des besoins et des capacités des pays, en s'appuyant sur l'expertise nationale dans la mesure du possible. »<sup>18</sup>

---

<sup>16</sup> Note d'orientation du Secrétaire général sur la Justice transitionnelle : Un outil stratégique pour les peuples, la prévention et la paix ;

<sup>17</sup> Note d'orientation du Secrétaire général sur la Justice transitionnelle : Un outil stratégique pour les peuples, la prévention et la paix ;

<sup>18</sup> Note d'orientation du Secrétaire général sur la Justice transitionnelle : Un outil stratégique pour les peuples, la prévention et la paix

Cette approche flexible et adaptable permet de concevoir et de mettre en œuvre des processus et des mécanismes de justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad qui s'alignent sur les normes internationales en matière de droits de l'Homme tout en répondant au scénario de conflit spécifique à la région.

*« De tous ces éléments, le premier est la réconciliation ; nous devons nous réconcilier. Après la réconciliation, il doit y avoir une certaine compensation. Nous devons indemniser les victimes parce qu'il y a eu des pertes énormes, qu'il s'agisse de vies humaines, de matériel, d'économie, etc.*

*- Un haut fonctionnaire d'Etat, Niger*

*« Tous ces éléments sont importants et vont de pair. On ne peut pas vraiment en choisir un seul, mais si nous voulons être optimistes, le pardon est le plus important. »*

*- Acteur de la Société civile, Cameroun*

*« Tous sont importants, mais à des degrés différents.*

*Lorsque nous parlons de réconciliation, nous avons besoin de pardon. Et surtout de tolérance. C'est donc par la tolérance que nous pardonnons, et le reste peut suivre. Le pardon est essentiel, et sans lui, rien ne suivra. »*

*- Une partie prenante du milieu universitaire, Cameroun*

### 3.2 Cadre Politique de l'Union Africaine en Matière de Justice Transitionnelle

Le Cadre politique de l'Union africaine en matière de justice transitionnelle (PJTUA) offre un cadre utile pour la justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad. Le PJTUA définit la justice transitionnelle comme « les diverses mesures politiques (formelles et autochtones ou non formelles) et les mécanismes institutionnels que les sociétés, par le biais d'un processus consultatif inclusif, adoptent pour surmonter les violations, les divisions et les inégalités du passé et pour créer les conditions de la sécurité et de la transformation démocratique et socio-économique. »<sup>19</sup>

La PJTUA guide les États africains sur les meilleures pratiques en matière de justice transitionnelle et aborde les questions des déficits de gouvernance et des problèmes de développement, qui sont des facteurs essentiels des conflits. Plus important encore, le PJTUA recommande des critères et des normes pour les États africains qui adoptent des mécanismes de justice communautaire traditionnelle non formelle. Il s'agit notamment d'utiliser des mécanismes locaux de réconciliation entre les différents secteurs de la communauté et de réviser les lois et réformer les institutions locales qui reconnaissent les mécanismes alternatifs de résolution des conflits en matière de redevabilité et de réconciliation. Pour traiter les crimes commis au niveau communautaire, y compris la violence sexuelle et sexiste, le PJTUA recommande d'utiliser les lois pénales internationales pertinentes parallèlement aux mesures traditionnelles non formelles qui s'appuient sur les lois

<sup>19</sup> PJTUA, 4.

religieuses ou culturelles, à condition que ces mesures garantissent la participation des survivants, la coopération des auteurs et des réparations pour les victimes.

La PJTUA soutient particulièrement la justice réparatrice transformatrice qui promeut l'égalité et, en même temps, construit la solidarité entre les communautés de victimes, restaure la dignité et répond aux besoins des enfants et des jeunes. La PJTUA met l'accent sur l'appropriation locale des processus de consolidation de la paix. Les sociétés en transition sont censées s'attaquer aux violations des droits de l'Homme en combinant les mécanismes coutumiers de vérité, de repentance, de justice, de guérison, d'amnistie, de solidarité, de réparation, de réintégration et de développement socio-économique. Elle souligne que les sociétés africaines sont engagées dans des processus de justice transitionnelle depuis de nombreuses décennies dans leur quête pour surmonter les traumatismes de l'esclavage, du colonialisme, de l'apartheid, de la répression systématique et des guerres civiles. Cependant, l'appropriation locale et nationale ne doit pas conduire à des approches fragmentées, mais plutôt créer des ponts entre les pays pour permettre une approche régionale cohérente.<sup>20</sup>

La PJTUA demande à l'UA de mettre en place des mécanismes pour prendre en charge les griefs passés et présents, et de créer les conditions pour une approche contextuelle de la Reconstruction et du Développement Post-conflit (RDPC) ; proposer des orientations fondées sur des principes pour concilier les exigences de la justice et de la réconciliation ; encourager et faciliter les activités de consolidation de la paix et de réconciliation, tant au niveau national que local ; permettre d'invoquer les mécanismes communautaires coutumiers de réconciliation et de justice, dans la mesure où ils sont conformes à la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) ; mettre en place des secteurs judiciaires efficaces et indépendants ; et envisager l'utilisation des structures de l'UA et d'autres instruments pertinents de valeurs partagées de l'UA pour renforcer les droits de l'Homme, la justice et la réconciliation.<sup>21</sup>

En plus d'un processus de dialogue, le principe d'inclusion, d'équité et de non-discrimination de la PJTUA souligne la participation des groupes marginalisés et vulnérables tels que les femmes et les filles, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les jeunes, en particulier les enfants soldats, et répond à leurs besoins. Plusieurs pays africains ont mis en œuvre des programmes de justice transitionnelle s'inspirant de la PJTUA, avec plus ou moins de succès. Les politiques et programmes actuels des États membres de la CBLT concernés en matière de justice transitionnelle s'alignent sur les recommandations de la PJTUA. Toutefois, d'importantes lacunes subsistent au niveau de la mise en œuvre.

<sup>20</sup> Remadji Hoinathy, Malik Samuel et Akinola Olojo, « Gestion des redevances de groupes extrémistes violents : leçons tirées du Bassin du Lac Tchad » Institut des Etudes sécuritaires (ISS), 2023

<sup>21</sup> De plus amples informations sur la PJTUA sont disponibles à l'adresse [https://au.int/sites/default/files/documents/36541-doc-au\\_tj\\_policy\\_eng\\_web.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/36541-doc-au_tj_policy_eng_web.pdf)



### 3.3 Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience (SR-SRR)

En 2017, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté une résolution appelant les autorités nationales de la région du Lac Tchad « à mettre en œuvre des politiques cohérentes pour encourager les défections de Boko Haram et d'ISIL, à déradicaliser et à réintégrer ceux qui ont déjà fait défection, et à veiller à ce qu'il n'y ait pas d'impunité pour les responsables d'attaques terroristes.»<sup>22</sup> Conformément à cette résolution, la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et l'Union africaine ont lancé la Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience des zones affectées par le Conflit Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad. Le Conseil des ministres de la CBLT a ensuite adopté le cadre harmonisé de la SR-SRR qui s'aligne sur la PJTUA. La stratégie consiste à élaborer des politiques et des programmes applicables, axés sur la stabilisation et le Relèvement à court, moyen et long terme de la région du Lac Tchad ancrés sur les points communs tout en tenant compte des particularités de chaque État membre du BLT concerné.

Étant donné qu'il n'y a pas d'accord de paix ou de cessez-le-feu officiel entre les OEV et les États membres du BLT impliqués, les stratégies prévoient un soutien humanitaire et militaire aux communautés affectées et divers plans de DDRRR. Sur la base de ce cadre, la Stratégie de Stabilisation et de Relèvement de la CBLT souligne la nécessité d'« explorer les possibilités d'accords de justice transitionnelle, qui pourraient favoriser la réconciliation à long terme et lutter contre l'impunité.»<sup>23</sup>

*« Les points forts de la Stratégie régionale de stabilisation sont visibles dans tout ce qui a été fait jusqu'à présent. Nous en constatons le succès dans les communautés réhabilitées, où d'anciens membres de BH sont revenus et vivent désormais. Les communautés qui avaient fui sont aujourd'hui reconstruites et les personnes affectées reprennent le cours de leur vie. »*

*– Un acteur de la société civile au Cameroun*

La SR-SRR s'appuie sur neuf piliers d'intervention stratégique qui se recoupent : 1) Coopération politique, 2) Sécurité et droits de l'Homme, 3) Désarmement, démobilisation, réhabilitation, réinsertion et réintégration, 4) Assistance humanitaire, 5) Gouvernance, 6) Relèvement socio-économique et durabilité environnementale,

7) Éducation, apprentissage et compétences, 8) Prévention de l'extrémisme violent et consolidation de la paix et 9) Autonomisation et inclusion des femmes et des jeunes. Outre ces neuf piliers, la Stratégie décrit les moyens de mise en œuvre et les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes, y compris les rôles de la coopération militaire et technique, des OSC et des partenaires internationaux.

<sup>22</sup> Résolution 2349 des Nations unies, adoptée par le Conseil de sécurité lors de sa 7911<sup>ème</sup> Réunion tenue le 31 mars 2017, S/RES/2349 (2017).

<sup>23</sup> CBLT, « Stratégie régionale de stabilisation » 32.



L'Objectif stratégique régional 10 du Pilier 3 est axé sur le renforcement et l'harmonisation des systèmes nationaux de justice transitionnelle et pénale afin d'entreprendre efficacement les enquêtes et les poursuites à l'encontre des personnes associées à Boko Haram et à d'autres formes de reddition de compte. Compte tenu de l'ampleur des violations des droits de l'Homme commises pendant le conflit, la Stratégie appelle à explorer les possibilités d'accords de justice transitionnelle, qui peuvent favoriser la réconciliation à long terme et lutter contre l'impunité.<sup>24</sup>

*« La [Stratégie régionale de stabilisation] fonctionne, mais ce qui manque, c'est qu'elle doit atteindre directement ceux qu'elle tente d'aider. Ce n'est pas toujours le cas à cause des autorités administratives - ou même de personnes influentes - qui entravent le processus et empêchent les gens d'en bénéficier directement. - Un acteur de la société civile au Tchad »*

processus de justice transitionnelle réussi s'appuiera sur ces principes de manière holistique et globale afin de garantir le respect des droits des victimes à la vérité, à la justice, à la réparation, aux garanties de non-récidive et à la réconciliation sociétale. Les personnes interrogées considèrent tous

*« La plus grande limite [de la stratégie régionale de stabilisation] est qu'il n'y a jamais assez de ressources. Ce travail exige beaucoup de temps et d'efforts pour que les choses soient faites de manière satisfaisante. Des ressources supplémentaires sont nécessaires pour renforcer les actions déjà entreprises et poursuivre les interventions. - Un praticien des OSC au Cameroun »*

*« En ce qui concerne certains principes [de la stratégie régionale de stabilisation], comme celui de l'harmonisation des processus et des stratégies entre les régions, on a noté une certaine résistance. Par exemple, les stratégies de sélection ne sont pas gérées selon les mêmes règles d'un pays à l'autre et les budgets ne sont pas répartis équitablement. Même si en théorie tout est parfait, dans la pratique, tous les éléments de la SR-SSR ne sont pas fonctionnels ».*

les principes comme des moyens importants et efficaces pour parvenir à la paix et à la stabilité. Cependant, la plupart des répondants ont identifié l'amnistie et la réconciliation comme étant les plus importants. Ces réponses renforcent l'Objectif stratégique régional N°11 du troisième pilier, qui met l'accent sur la réconciliation et la réhabilitation des ex-associés des OEV afin de parvenir à la paix et à la stabilité.

L'objectif principal de la SR-SSR est d'assurer un Relèvement rapide et de faciliter la transformation coordonnée d'un développement socio-économique bloqué dans les communautés affectées de la région du Lac Tchad. Les Etats de la région du Lac Tchad, guidés par la Stratégie, ont adopté diverses formes de programmes de désincitation, d'amnistie, de réhabilitation et de réintégration pour les combattants d'OEV qui ont fait défection et pour leurs familles. Toutefois, depuis que les États riverains du Lac Tchad ont adopté la Stratégie en 2018, la plupart des

<sup>24</sup> CBLT, « Stratégie régionale de stabilisation » 35.

communautés affectées par les activités des OEV, l'insécurité alimentaire induite par le climat et d'autres urgences humanitaires dans la région n'ont pas encore vu leurs conditions socio-économiques et leur situation sécuritaire s'améliorer de manière significative. Les initiatives de rétablissement et de maintien de la paix n'ont eu qu'un impact limité sur certaines communautés affectées de la région du Lac Tchad.<sup>25</sup>

La plupart des parties prenantes interrogées dans le cadre de cette étude et qui connaissent la SR-SRR considèrent cette dernière comme un cadre pratique et potentiellement efficace pour la stabilisation et le relèvement. Certaines des faiblesses de la SR-SRR identifiées par les répondants intègrent les lourdeurs administratives, l'insuffisance des ressources disponibles pour le programme et l'application, ainsi que le déficit d'harmonisation des processus et des stratégies dans la région.

### 3.4 Un Contexte Atypique de Justice Transitionnelle

La région du Lac Tchad est un contexte « atypique » pour la justice transitionnelle, car il n'y a pas de transition, aucun accord de paix n'a été signé, l'insécurité et la violence se poursuivent et le niveau de méfiance à l'égard des autorités administratives est élevé. Compte tenu de l'histoire, du contexte et de la nature de la violence et des conflits dans la région du Lac Tchad, la justice transitionnelle

*« Nous pouvons impliquer la communauté à travers un processus de sensibilisation et d'information. Si des combattants de Boko Haram se sont rendus quelque part, cela signifie qu'ils ont remis Boko Haram en question et qu'ils espèrent revenir à de meilleures conditions. Nous devons amener la communauté à pardonner et à accepter, ce qui n'est pas facile. »*

*– Un acteur de la société civile au Tchad*

complète les approches conventionnelles de la justice. La littérature sur la justice transitionnelle souligne la nécessité de localiser les approches de la justice transitionnelle et de la réintégration dans les pays qui sortent de situations de conflit actif. Des études ont montré que la mise en œuvre de politiques et de stratégies de justice transitionnelle dans des situations de conflit actif peut s'avérer compliquée et difficile. Elle

nécessite donc une planification minutieuse, l'adhésion des parties prenantes et des processus de dialogue continus.

Étant donné que la justice transitionnelle est un concept flexible et très spécifique au contexte, les experts, les décideurs politiques et les praticiens devraient accorder plus d'attention à la compréhension du caractère spécifique du scénario du conflit et des impératifs de la justice

<sup>25</sup> Fonteh Akum, Illiassou Alio, et Habibou Bako, « Ce qui ne brise pas Boko Haram au Niger le rend plus fort », *Institut des Etudes sécuritaires de Dakar*, Mai 2019, <https://issafrica.org/iss-today/what-doesnt-break-boko-haram-in-niger-makes-it-stronger>; Cynthia Happi, « Extrémisme violent dans la région du Lac Tchad : Évolution et impact de Boko Haram », *Institut des Etudes sécuritaires et de Paix*, 2020, <https://www.africaportal.org/publications/violent-extremism-lake-chad-basin-region-evolution-and-impact-boko-haram/>

transitionnelle dans la région du Lac Tchad. Il existe toutefois une tendance à concevoir la justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad à l'instar de la vague de démocratisation post-conflit et post-autoritaire en Amérique latine et en Europe dans les années 1980 et 1990, lorsque la notion de justice transitionnelle est apparue pour la première fois. Cependant, la situation dans la région du Lac Tchad diffère considérablement de ces scénarios antérieurs sur trois points essentiels.

*« La communauté doit jouer un rôle très important, car ceux qui doivent être réintégrés sont issus de la société, ils reviennent dans la société ... ils se sont dissociés de la société en adoptant cette secte [violente]. Aujourd'hui, s'ils sont de retour dans cette même société, je pense que la société doit les accueillir à bras ouverts, car tant que ces ex-combattants ne se sentiront pas à l'aise dans la communauté, cette intégration ne réussira pas. Ainsi, le « devenir-mort » revient en tant que membre de la société, de sorte qu'il peut réellement agir de manière objective afin d'embrasser les principes de la justice transitionnelle. »*

*– Un juge, au Niger*

Premièrement, les stratégies de justice transitionnelle adoptées dans des situations de conflit telles que la région du Lac Tchad, où il n'y a pas d'accords de paix et où le conflit se poursuit, sont « non traditionnelles. »<sup>26</sup> Le caractère spécifique de la situation de conflit dans la région du Lac Tchad nécessite des approches locales et spécifiques au contexte. Les processus de justice transitionnelle

sont généralement déployés dans des contextes post-conflit où il existe un accord de paix ou un cessez-le-feu entre les parties au conflit afin de soutenir la transition du conflit à la paix. La plupart des processus de justice transitionnelle sont mis en œuvre dans des contextes d'après-crise, après qu'un accord de paix a été conclu entre des belligérants. La région du Lac Tchad ne s'est pas encore transformée en une société post-crise puisque les populations civiles et les forces de défense et de sécurité font toujours l'objet d'attaques des OEV. Aucun accord de cessez-le-feu n'a été conclu. Certaines parties prenantes interrogées dans le cadre de cette étude étaient sceptiques quant à la possibilité de parvenir à une véritable justice dans une situation de violence permanente. Un leader communautaire a déclaré : « Il faut cesser les hostilités avant de parler de justice. » En l'absence d'accords de paix ou de cessez-le-feu, des stratégies adéquates de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) devraient constituer la base des processus de justice transitionnelle dans la région.

Une deuxième spécificité du conflit dans la région du Lac Tchad est son caractère transnational. Le conflit touche quatre pays de la région, ce qui entraîne des conséquences sur sa portée, son intensité et sa complexité. Le caractère transfrontalier du conflit a également des implications pour les États qui doivent être déployés pour y faire face alors qu'ils sont affectés. La coopération régionale bilatérale et multilatérale est au cœur de ces stratégies.

<sup>26</sup> Annabelle Bonnefont and Junko Nozawa, « Concrétisation d'une approche globale du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun » Global Center on Cooperative Security, <https://www.globalcenter.org/resource/realizing-a-whole-of-society-approach-to-disarmament-demobilization-and-reintegration-in-the-far-north-region-of-cameroon/>

Le troisième élément de la spécificité du conflit est que les pays affectés sont au même moment confrontés à d'autres conflits à l'intérieur de leurs frontières, qui détournent l'attention et les ressources du conflit dans la région du Lac Tchad. Outre les violences de Boko Haram dans l'Extrême-Nord, le Cameroun est confronté à une crise anglophone dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Le Tchad est confronté à une rébellion armée dans sa partie septentrionale. Le Niger est confronté à des groupes armés terroristes dans ses frontières occidentales avec le Mali et le Burkina Faso, tandis que le Nigeria fait face à des troubles militantistes dans la partie orientale du pays. Par conséquent, les stratégies de justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad doivent tenir compte de la complexité de la situation conflictuelle de chaque pays. Cela nécessite des approches spécifiques à chaque pays, mais coordonnées au niveau régional.

Malgré les difficultés, les mécanismes et processus de justice transitionnelle sont essentiels pour reconstruire les communautés fracturées de la région du Lac Tchad dans le cadre du conflit en cours. La justice transitionnelle propose un cadre aux États membres de la CBLT concernés, aux communautés affectées et aux partenaires internationaux permettant de s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme violent, traiter les violations des droits de l'Homme passées et présentes, soutenir la Stratégie régionale de stabilisation actuelle et empêcher une rechute dans un conflit à grande échelle.

Le contexte atypique de la région du Lac Tchad et la recherche de solutions de justice transitionnelle adaptées à cette partie du monde offrent une occasion unique de réévaluer ce que signifie la justice transitionnelle et, dans cette mesure, de réinterpréter les principes internationaux de justice transitionnelle à partir de perspectives locales.

---

## **4. IMPACTS DU NEXUS TERRORISME-CRIMINALITÉ SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN**

Les interventions en matière de justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad doivent tenir compte des circonstances politiques, sociales et économiques complexes qui sont à l'origine du conflit dans la région. Le défi sécuritaire constitue un véritable frein pour les programmes de justice transitionnelle, de stabilisation et de relèvement. Les perturbations sociales et économiques engendrées par les attaques violentes, les enlèvements et le banditisme causent souvent plus de souffrances aux communautés que les attaques sporadiques. De nombreuses communautés affectées par le conflit Boko Haram souffrent de manière disproportionnée de la faim et de la malnutrition sévère plutôt que des attaques violentes des extrémistes.<sup>27</sup> Dans les États nigériens de Sokoto, Zamfara et Katsina, les activités des OEV et des bandits ont empêché les communautés d'accéder à leurs terres agricoles, ce qui a entraîné une grave insécurité alimentaire. « Lors des attaques, les bandits s'emparent des vivres de leurs victimes et volent leur bétail. La faim sévère oblige les populations à manger de la paille, habituellement destinée aux animaux. »<sup>28</sup> En 2022, les Gouvernements du Niger et du Tchad ont déclaré un état d'urgence alimentaire et nutritionnelle, ce qui a eu de graves répercussions sur la sécurité et les moyens de subsistance dans les zones affectées par le conflit Boko Haram. Dans la même veine, le ministre camerounais de l'Agriculture et du Développement rural a indiqué en mai 2022 que l'insécurité alimentaire dans le pays était pire dans les zones les plus pauvres de la région de l'Extrême-Nord.<sup>29</sup>

*« La région de l'Extrême-Nord n'est pas seulement confrontée à Boko Haram, mais aussi à des bandits de grand chemin. Mais le phénomène de Boko Haram est le pire événement qu'ait connu l'Extrême-Nord ».*

*- Un chef traditionnel local, au Cameroun*

Le terrorisme des OEV et le banditisme croissant dans la région du Lac Tchad continuent d'avoir de profondes répercussions sur la vie des individus et des communautés de la région. La famine provoquée par l'insécurité fracture les communautés et perturbe les structures

administratives essentielles à la mise en œuvre des processus de justice transitionnelle. Dans de nombreuses communautés, les activités des OEV ont exacerbé des économies locales déjà fragiles, mises à rude épreuve par la perte de terres agricoles arables en raison du changement climatique.

Dans les communautés affectées par le conflit Boko Haram, de nombreux habitants économiquement actifs se voient refuser l'accès aux ressources locales et à l'économie commerciale en raison des invasions constantes de fermes et du pillage des marchés locaux. Des agriculteurs ont

<sup>27</sup> Remadji Hoinathy et Celestin Delanga, « La famine frappe le Bassin du Lac Tchad dans un contexte de terrorisme » *Institut des études sécuritaires*, 19 Septembre 2022, consultable à l'adresse : <https://issafrica.org/iss-today/hunger-grips-lake-chad-basin-in-the-face-of-terrorism>

<sup>28</sup> Malik Samuel et Hassane Koné, « Les deux pays doivent mettre leurs différences politiques de côté pour mettre fin à la violence qui dévaste les communautés frontalières » *ISS Today*, Institute of Security Studies, 24 octobre 2023.

<sup>29</sup> « Insécurité alimentaire au Niger : Le Comité de haut niveau évalue la mise en œuvre du Plan d'appui 2022 », Agence Nigérienne de Presse, 7 juillet 2022, consultable à l'adresse : <http://www.anp.ne/article/insecurite-alimentaire-au-niger-le-comite-de-haut-niveau-evalue-la-mise-en-oeuvre-du-plan>.

été enlevés et expulsés de leurs terres agricoles et de leurs communautés, ce qui les prive de leur source de revenus. Les activités commerciales ont été perturbées, ce qui a eu des effets dévastateurs sur les économies locales. Les conditions météorologiques défavorables induites par le changement climatique, telles que les sécheresses, les inondations et les crises alimentaires et hydriques qui en résultent, créent et aggravent les conflits.

*« Il est important de reconnaître que la communauté est toujours impliquée dans ces processus, qu'elle le veuille ou non. Plus important encore, nous devons éduquer et sensibiliser les communautés pour qu'elles acceptent les anciens membres de BH. Il arrive souvent que les communautés opposent une forte résistance, ce qui complique le retour dans les communautés et le processus de réintégration. Les communautés devraient se concentrer sur l'acceptation des anciens membres et garantir que ceux qui reviennent sont libres dans tous les sens du terme. Les communautés devraient changer de perception et comprendre qu'avec la justice, les dettes sociétales des anciens membres ont été payées ». – Un acteur de la société civile au Cameroun*

D'anciens agriculteurs, éleveurs et, dans certains cas, des criminels du Cameroun, du Niger, du Nigeria et du Tchad se sont livrés à des enlèvements contre rançon. En raison du manque de confiance dans les agents de sécurité, les familles des victimes sont souvent réticentes à travailler avec les autorités locales pour libérer leurs proches des mains des ravisseurs.

Par exemple, entre janvier et octobre 2022, plus d'une douzaine de cas d'enlèvement ont été signalés dans la région Nord du Cameroun.<sup>30</sup> Outre la motivation financière, certains de ces otages ont servi de récompense aux combattants de Boko Haram qui les ont utilisés comme ouvriers et comme épouses. Cette situation a eu un impact négatif sur les moyens de subsistance des femmes, les terres agricoles et les marchés devenant peu sûrs. Pour les ménages dirigés par des femmes, cela se traduit par la perte des moyens de subsistance, la réduction des revenus ou des mécanismes de survie préjudiciables tels que la prostitution pour la survie. Des rapports révèlent que certaines femmes commerçantes des régions du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun ont fait faillite. En revanche, dans les provinces tchadiennes du Lac et de Hadjer-Lamis ainsi que dans la région de Diffa au Niger, nombreux sont ceux qui ont abandonné leurs fermes, leur bétail et leur commerce pour des raisons de sécurité.<sup>31</sup>

Le relèvement socio-économique et le développement durable sont essentiels à la Stratégie de stabilisation dans la région du Lac Tchad. La priorité accordée par les gouvernements aux projets de développement humain et le soutien durable des partenaires internationaux, ainsi que les projets d'investissement menés par le secteur privé, sont essentiels à la réussite des processus de justice transitionnelle. L'accent devrait être mis sur la création d'emplois, l'amélioration des moyens de

<sup>30</sup> Remadji Hoinathy et Agha-Nwi Fru, « Enlèvements contre rançon en hausse dans le nord du Cameroun » Institut des Etudes sécuritaires, 26 oct. 2022, <https://issafrica.org/iss-today/kidnapping-for-ransom-on-the-rise-in-north-cameroon#>

<sup>31</sup> Naomi Mackay, « Les femmes du Bassin du Lac Tchad vivent des temps difficiles en raison des atrocités commises par les rebelles » *African News Agency*, 26 avril 2021, consultable à l'adresse : <https://www.africannewsagency.com/west-africa/feature-women-in-lake-chad-basin-face-challenging-times-due-to-rebel-atrocities-de3872eb-5ade-4be9-a596-faf4c4a2c362/>

subsistance et le changement structurel. Les projets axés sur le renforcement de la production agricole et des chaînes d'approvisionnement peuvent contribuer à relancer l'agroéconomie de la région et à soutenir la sécurité alimentaire. L'instauration d'une paix durable par la justice dans la région du Lac Tchad passe par la reconstruction des économies des zones affectées par le conflit Boko Haram et d'autres OEV.

Ces réalités soulignent la nécessité d'une stratégie globale de justice transitionnelle qui s'attaque non seulement aux dimensions militaires du conflit, mais aussi aux aspects économiques et sociaux qui y sont liés. Cette nécessité est soulignée dans le Pilier N°5 de la Stratégie régionale de stabilisation de la CBLT, qui décrit les obligations des gouvernements en matière de bonne gouvernance et de renforcement de la fourniture de biens et de services pour parvenir à la stabilisation et au relèvement. De même, le sixième pilier est axé sur le relèvement socio-économique et la nécessité de jeter les bases du relèvement et du développement durable en revitalisant les économies locales et en stimulant le commerce.

Pour s'attaquer au nexus terrorisme-criminalité, il faut s'occuper du financement des activités criminelles et terroristes et couper les sources de financement et les activités de blanchiment d'argent dans le cadre du processus de la justice transitionnelle. Compte tenu du caractère transfrontalier du terrorisme et des activités critiques dans la région, la lutte contre les sources de financement des OEV et les activités de blanchiment d'argent nécessite une collaboration entre les institutions chargées de la sécurité et de la réglementation financière dans les États membres de la CBLT. La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme doit être un effort de collaboration, nécessitant une coordination entre tous les niveaux de gouvernement, les secteurs public et privé et les partenaires internationaux.



---

## 5. TRANSFORMATION DES CONFLITS DANS LA REGION DU LAC TCHAD

Dans tous les États membres de la CBLT, l'armée joue un rôle crucial dans les initiatives de transformation des conflits visant à faire passer les communautés affectées de la stabilisation au relèvement rapide. Les organisations de la société civile actives dans la région ont accusé les autorités militaires de violations des droits de l'Homme allant des arrestations et détentions arbitraires à la torture et aux exécutions extrajudiciaires.<sup>32</sup> Les violations des droits de l'Homme ont suscité le ressentiment et la méfiance à l'égard des forces de défense et de sécurité, empêchant ainsi une plus grande coopération avec la société civile dans certaines communautés affectées.

Les OEV usent parfois du ressentiment à l'égard des autorités pour radicaliser et recruter ceux qui cherchent à obtenir une justice rétributive en l'absence d'un cadre général de justice transitionnelle. Cependant, les gouvernements, les agences humanitaires et les partenaires internationaux reconnaissent tous que la menace que représentent les OEV pour la sécurité et la paix nécessite une intervention militaire continue. Le défi consiste à définir le rôle de l'armée dans les stratégies nationales et régionales coordonnées de transformation des conflits.

*« La justice actuellement pratiquée présente des lacunes... De nombreux innocents ont été arrêtés et emprisonnés. Des innocents sont emprisonnés depuis des années. Ce système doit être réformé. Il est nécessaire de procéder à des enquêtes et de suivre des procédures avant l'arrestation des personnes. Des gens se sont retrouvés menottés et conduits dans des prisons à Kollo, à Tillabéri, et c'est injuste. »*

*- Un acteur de la société civile au Niger*

Cette étude a révélé que de nombreux programmes nationaux de désarmement, de démobilisation et de réintégration des personnes associées à Boko Haram et à d'autres groupes d'insurgés dans la région du Lac Tchad ne sont pas bien reliés aux efforts plus larges de

guérison et de réhabilitation de la communauté. En effet, la perception la plus répandue est que ces programmes donnent la priorité à la réhabilitation et à la réintégration des anciens associés aux OEV ou « repentis » plutôt qu'aux intérêts et aux besoins des communautés affectées où les ex-combattants retournent vivre.

Dans toute la région du Lac Tchad, les communautés affectées comptent davantage sur les chefs traditionnels, les comités de vigilance et d'autres acteurs locaux pour assurer la sécurité et la stabilité. Ensemble, ces acteurs locaux jouent un rôle essentiel dans la réhabilitation et la réintégration des personnes anciennement associées à des groupes armés.

<sup>32</sup> Audu Bulama Bukarti, « Le défi des transfuges de Boko Haram au Tchad » *War on the Rocks*, Mai 2020, <https://warontherocks.com/2020/05/the-challenge-of-boko-haram-defectors-in-chad/>; Tomás F. Husted, « Boko Haram et l'État islamique, province d'Afrique de l'Ouest » *Congressional Research Service*, Février 2022, <https://sgp.fas.org/crs/row/IF10173.pdf>

**Nigeria : Les groupes d'experts en justice transitionnelle**

*En 2022, la Commission nationale des droits de l'Homme a créé des groupes d'experts en justice transitionnelle (GEJT) et des Comités de réconciliation communautaire (CRC) pour faciliter les processus de réconciliation et de consolidation de la paix dans les communautés affectées du Nord-Est dans les régions d'Adamawa, de Borno et de Yobé. Les objectifs des programmes de justice transitionnelle et de la Convention relative aux droits de l'enfant sont de créer un environnement propice à la confrontation entre les survivants et les familles des victimes et les auteurs des violations, d'utiliser les mécanismes communautaires et les mécanismes fondés sur les droits pour statuer sur les cas de violations des droits de l'Homme, de déterminer les compensations/réparations appropriées pour les victimes d'atrocités et de recommander des sanctions non judiciaires et non privatives de liberté pour les auteurs de ces violations. Le groupe d'experts et les comités comprennent des leaders religieux et traditionnels.*

Les rapports et les études montrent que la plupart des programmes de réintégration dans la région du Lac Tchad n'ont bénéficié que d'un soutien minimal de la part de la communauté, en raison de la peur et du manque de sensibilité aux perspectives locales.<sup>33</sup> Dans certains pays de la région du Lac Tchad, les initiatives de DDR ne bénéficient pas du soutien de l'opinion publique, car de nombreuses personnes les

considèrent comme une amnistie générale pour les membres de Boko Haram.<sup>34</sup> Le défi majeur pour ces initiatives est l'impression que « les programmes de DDR encouragent la criminalité lorsque la réhabilitation des ex-combattants est prioritaire par rapport aux besoins des victimes et des communautés affectées. »<sup>35</sup> Au Tchad, par exemple, les insuffisances en matière de sensibilisation et d'engagement auprès des communautés affectées par le conflit Boko Haram constituent des facteurs clés qui alimentent le ressentiment des personnes associées à Boko Haram.

En donnant la priorité à la réhabilitation et à la réintégration des anciens insurgés, les familles des victimes et des survivants d'attaques violentes doivent faire face à leurs traumatismes et à leurs pertes sans aucun soutien. Au Nigeria, les populations des États affectés se sont rejeté les tentatives du gouvernement de réinstaller les combattants réhabilités dans leurs communautés, et d'anciens combattants ont reçu des menaces de mort. Dans ces environnements hostiles, certains repentis de Boko Haram retournent au groupe d'insurgés, car les possibilités de pardon, de réconciliation et de coexistence pacifique sont limitées.<sup>36</sup> L'un des moyens de relever ces défis de réintégration est d'établir et de renforcer les plateformes de redevabilité communautaire afin d'intégrer le retour d'information au niveau de la communauté sur les approches de DDR. Les parties prenantes

<sup>33</sup> Le Centre Kukah, « À travers nos yeux : Le point de vue de la population sur la construction de la paix dans le nord-est du Nigeria », *Conciliation Resources*, Mai 2018, <https://www.c-r.org/learning-hub/through-our-eyes>

<sup>34</sup> Remadji Hoinathy, Malik Samuel et Akinola Olojo, « Gestion des redditions de groupes extrémistes violents : leçons tirées du Bassin du Lac Tchad » Institut des Etudes Sécuritaires, 2023

<sup>35</sup> Fondation Allamin pour la paix et le développement, *Faire fonctionner la guérison : Retrouver notre humanité grâce à la justice transitionnelle*. Les perceptions des communautés de Borno sur les conditions préalables au programme de justice transitionnelle et de réconciliation dans le nord-est du Nigeria, Fondation Allamin, 2023, 10.

<sup>36</sup> Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires, « Bassin du Lac Tchad : Mise à jour sur la crise », juin 2019, <https://bi.unocha.org/page/ROWCA-LakeChad-Summary-Public>

appellent à la mise en place d'un cadre de justice transitionnelle généralisé, localisé et centré sur les survivants afin de relever les défis de la réintégration. Des processus de justice transitionnelle centrés sur les victimes et socialement et culturellement appropriés créeront des opportunités de guérison et de réconciliation.

**Tableau 2 : Stratégies et mécanismes de justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad**

Pays	Stratégie et mécanisme de JT/DDR	Ministère/département de coordination	Coordination régionale
<b>Cameroun</b>	Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration  Centre de coordination de l'aide humanitaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest	- Présidence - Ministère de l'Administration territoriale (MINAT) - Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique - Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle - Ministère des Affaires sociales - Ministère de la Justice - Tribunal militaire (ministère de la Défense) - Commission nationale de DDR	Force Multinationale Mixte (FMM) – Militaire  CBLT - Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience – Civil
<b>Tchad</b>	Démobilisation, réinstallation et réintégration	- Ministère de l'Intérieur - Ministère du genre et de la Solidarité nationale - Police judiciaire	
<b>Niger</b>	Démobilisation et réintégration	- Ministère de l'Intérieur - Ministère de la Justice - Haute autorité à la consolidation de la paix	
<b>Nigeria</b>	Opération « Safe Corridor »	Autorité militaire	
	Déradicalisation, réhabilitation et réintégration	- Ministère de la reconstruction, de la réhabilitation et de la réinstallation - Ministère de la femme et du Développement social - Bureau du Conseiller spécial du Gouverneur de l'état de Borno en matière de sécurité	
	Plan d'action pour la démobilisation, la dissociation, la réintégration et la réconciliation des personnes associées à Boko Haram	- Bureau du conseiller à la sécurité nationale	
	Les groupes d'experts en justice transitionnelle  Comités communautaires de réconciliation	- Commission nationale des droits de l'Homme	
	Loi sur la prévention du terrorisme et Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes	- Ministère de la Justice	

## 5.1 Désarmement, Démobilisation et Réhabilitation (DDR)

Bien que le DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration) ne soit généralement pas considéré comme faisant partie intégrante de la justice transitionnelle, cette étude montre que pour répondre aux demandes de justice et de consolidation de la paix dans le contexte atypique de la région du Lac Tchad, il est nécessaire d'intégrer certaines mesures de DDR dans les processus de justice transitionnelle. Le DDR est généralement considéré comme un outil permettant de désarmer les combattants et d'empêcher la reprise du conflit.<sup>37</sup> Cependant, dans le contexte spécifique de justice transitionnelle de la région du Lac Tchad, il existe des impératifs clairs pour relier les mesures de DDR existantes aux processus de justice transitionnelle. En l'absence d'un accord de paix, dans un contexte de conflit en cours et de forte méfiance politique, les mesures de DDR constituent non seulement le fondement de la justice transitionnelle dans la région, mais aussi l'ensemble de la structure qui la soutient et la pérennise.

Dans toute la région, les programmes de désarmement, de démobilisation, de réhabilitation, de réinstallation et de réintégration (DDRRR) sont des éléments essentiels des processus de justice transitionnelle.<sup>38</sup> Ces programmes ont produit des résultats mitigés. Depuis que le Conseil des Ministres de la CBLT, avec le soutien de l'Union africaine, a adopté la Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience (SR-SRR) des zones dans le bassin du Lac Tchad affectées par le conflit Boko Haram en 2018, la région du Lac Tchad a enregistré certains progrès dans les efforts de stabilisation et de reconstruction. Depuis 2021, plus de 1 800 maisons, étals de marché et canalisations d'eau ont été réalisés pour venir en aide à plus de 30. 000 victimes et renforcer les activités économiques régionales.<sup>39</sup> Dans certaines communautés, des progrès significatifs ont été accomplis grâce à l'opportunité créée par les redditions massives des combattants de Boko Haram et de leurs associés en 2022, suite à la mort d'un des principaux chefs.

Certains États membres de la CBLT impliqués ont élaboré des stratégies globales de DDR qui sont alignées sur le cadre de la SR-SRR et sur la PJTUA. Par exemple, la Stratégie nationale du Tchad pour le désengagement, la dissociation, la réintégration et la réconciliation (DDRR) propose plusieurs plans d'action pour la réintégration des anciens associés aux OEV dans la province du Lac. Ces actions vont du

---

<sup>37</sup> Voir Nations Unies (UNDDR), « DDR et justice transitionnelle », Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration, IDDRS, (2023) <https://www.unddr.org/the-iddrs/level-6/>

<sup>38</sup> La portée du programme de DDR varie considérablement d'un État membre à l'autre. Certains pays ont adopté des approches globales qui englobent un éventail complet d'initiatives de désarmement, de démobilisation, de réhabilitation, de réinstallation et de réintégration, tandis que d'autres ont opté pour des approches plus sélectives axées sur le désarmement, la réhabilitation et la réintégration (DDR). Cette diversité d'approches souligne la complexité du processus de réintégration.

<sup>39</sup> Programme des Nations unies pour le développement, « Stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad : Reconstruction des communautés dans sept (07) zones d'impact » *PNUD Afrique* : 23 mars 2021, consultable à l'adresse : <https://www.undp.org/africa/news/stabilization-lake-chad-basin-rebuilding-communities-across-7-impact-areas>

soutien direct aux anciens associés à Boko Haram et à l'EIAO au soutien aux communautés affectées par la crise sécuritaire. La Stratégie prévoit un soutien ponctuel aux anciens associés par le biais de la réhabilitation, un soutien à long terme à travers la réintégration et de la réconciliation, ainsi que des initiatives visant à réduire les conflits. La Stratégie décrit également des interventions sensibles au genre en matière de réintégration et de réconciliation.<sup>40</sup>

*« Cette justice [que nous pratiquons] est différente de la justice pénale, car c'est une justice qui s'adresse à des personnes qui ne sont peut-être même pas coupables... ces justices sont des justices du pardon, de la réconciliation et... des justices qui pardonnent et qui cherchent le chemin de la paix. »*

*- Un leader communautaire, au Niger*

Toutefois, les progrès en matière de DDRR n'ont pas été constants ou soutenus. L'apparition de la pandémie du COVID-19 et les bouleversements économiques qu'elle a entraînés menacent de remettre en cause la stabilité acquise dans la région, rendant

ainsi les populations de la région du Lac Tchad vulnérables à l'instabilité économique. Les processus de DDRR dans cette région ont été fragmentés et lents. Au Niger, par exemple, où plusieurs ex-combattants de Boko Haram et leurs associés ont bénéficié de programmes de DDRR, les autorités locales et d'autres parties prenantes restent préoccupées par la possibilité de réintégrer avec succès les bénéficiaires dans les communautés de Diffa.<sup>41</sup> La lenteur et l'inefficacité du processus de démobilisation et de réintégration suscitent de vives inquiétudes. Certains anciens combattants de Boko Haram et leurs familles ont dénoncé le fait que leur séjour de plus de deux ans dans un centre d'accueil du gouvernement - de juillet 2017 à décembre 2019 - s'apparentait à un emprisonnement. Ce retard a créé de la frustration et découragé de nombreux repentis potentiels de rejoindre leurs homologues au centre.<sup>42</sup>

Le fonctionnement du programme de réintégration du Cameroun reflète les inefficacités et le manque de ressources des programmes du Niger. Le Cameroun a été le dernier État membre de la CBLT concerné à accepter des terroristes de Boko Haram repentis.<sup>43</sup> Lorsque le gouvernement a finalement créé le Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration (CNDDR) en novembre 2018, il a été signalé que « la feuille de route et le financement du comité [n'étaient] pas encore connus. »<sup>44</sup> À

<sup>40</sup> Stratégie nationale de désengagement, démobilisation, réintégration et réconciliation (DDRR) des anciens associés de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest, Tchad, 2023.

<sup>41</sup> Jeannine Ella Abatan et Remadji Hoinathy, « Repenser Goudoumaria : les repentis de Boko Haram se réintègrent-ils en toute sécurité ? » Institut d'études de sécurité (ISS), 8 décembre 2021, consultable à l'adresse : <https://issafrica.org/iss-today/getting-goudoumaria-right-are-boko-haram-defectors-reintegrating-safely>

<sup>42</sup> Abatan et Hoinathy, « Repenser Goudoumaria : les repentis de Boko Haram se réintègrent-ils en toute sécurité ? »

<sup>43</sup> Saïbou Issa et Nadine Machikou, « Réintégration des anciens associés de Boko Haram : Perspectives de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun », Global Center on Cooperative Security : Février 2019, <https://www.globalcenter.org/wp-content/uploads/2019/02/GCCS-PB-Reintegrating-Former-Boko-Haram-Associates-2019.pdf>

<sup>44</sup> « Cameroun : Comité pour la réintégration des ex-séparatistes et autres » *Africa News* : 3 décembre 2018, consultable à l'adresse : <https://www.africanews.com/2018/12/03/cameroon-committee-to-reintegrate-ex-separatists-and-others/>

l'époque, le mandat de la CNDDR était de faciliter l'accueil et la réintégration des anciens combattants de Boko Haram et des anciens combattants séparatistes anglophones.<sup>45</sup> Ces objectifs n'ont pas encore été pleinement atteints.

L'une des principales limites de ce programme et d'autres programmes de DDR est que le gouvernement n'a pas clairement défini le rôle du système judiciaire et d'autres secteurs étatiques dans les programmes nationaux de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR).<sup>46</sup> Trois mois après la création par le gouvernement d'un centre d'accueil destiné à recevoir, réhabiliter et réintégrer les anciens combattants qui se rendent, seuls vingt (20) repentis s'étaient rendus au centre. Les rapports indiquent que la plupart des repentis ne faisaient pas confiance aux responsables militaires et au gouvernement national.<sup>47</sup> En 2021, un millier d'anciens combattants de Boko Haram et de séparatistes s'étaient rendus dans les centres de désarmement, de démobilisation et de réinsertion.<sup>48</sup> Néanmoins, après quelques mois, la plupart d'entre eux se sont sentis frustrés de vivre au centre en raison des opportunités de formation limitées et des mauvaises conditions de vie.

*« ...nous devons demander des ressources à l'État. Nous devons nous organiser, planifier et créer des textes, mettre sur papier le discours traditionnel. Ces discours peuvent servir à contrer le narratif de Boko Haram et à jouer un rôle de médiateur. »*  
- Un chef traditionnel local, au Cameroun

Dans toute la région du Lac Tchad, les leaders communautaires interrogés dans le cadre de cette étude ont exprimé leur inquiétude quant à la durée des programmes de DDR et ont fait part de leur réticence à envoyer les ex-combattants

dans des centres d'accueil. Les acteurs communautaires ont également noté que certains ex-combattants ayant suivi des programmes de démobilisation et de réintégration se sont lancés dans le banditisme en raison du manque d'opportunités d'emploi. Comme l'a fait remarquer un commentateur, les centres d'accueil « ne sont pas correctement équipés pour fournir la formation professionnelle à long terme qui les avait attirés [les ex-combattants] depuis la brousse. »<sup>49</sup>

<sup>45</sup> Moki Kindzeka., « Le Cameroun crée un Comité de désarmement malgré le scepticisme » *ReliefWeb* : 3 décembre 2018, consultable à l'adresse : <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-creates-disarmament-committee-amid-skepticism>

<sup>46</sup> Issa et Machikou, « Réintégration des anciens associés de Boko Haram : Perspectives de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. »

<sup>47</sup> Moki Edwin Kindzeka, « Les anciens séparatistes camerounais se méfient du programme de réintégration ». *Voice of Africa* : 6 mars 2019, consultable à l'adresse : <https://www.voanews.com/a/cameroon-s-former-separatists-distrust-reintegration-program/4815624.html>

<sup>48</sup> Huaxia (Éditeur), « Plus de 1 000 combattants de Boko Haram et des séparatistes ont déposé les armes au Cameroun depuis 2018 » *Xinhua* : Mai 22, 2021, consultable à l'adresse : [http://www.xinhuanet.com/english/2021-05/22/c\\_139961869.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2021-05/22/c_139961869.htm)

<sup>49</sup> Agha-Nwi Fru et Andrew Nsoseka, « Des promesses non tenues : L'initiative de désarmement en difficulté au Cameroun », *The New Humanitarian* : 23 juin 2022, consultable à l'adresse : <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2022/06/23/Cameroon-troubled-disarmament-initiative>;



Les rapports de sécurité révèlent que l'EIAO et d'autres OEV opérant dans la région du Lac Tchad exploitent déjà à leur avantage les faiblesses des programmes de DDRRR et intensifient le recrutement d'enfants soldats.<sup>50</sup> En février 2022, Boko Haram aurait radicalisé et formé environ 200 jeunes garçons en vue de leur déploiement, tandis que son rival, l'EIAO, recrutait activement des jeunes du Cameroun, du Tchad, du Niger et du Nigeria dans ses plus de 50 camps situés sur les îles du lac Tchad.<sup>51</sup> Selon les estimations, Boko Haram a formé et utilisé environ 1 385 enfants pour mener ses attaques rien qu'au Nigeria.<sup>52</sup> Cette tendance au recrutement de jeunes garçons par les OEV souligne la nécessité pour les pays membres de la CBLT impliqués dans le conflit de renforcer les mécanismes et processus de DDR existants destinés aux enfants et aux jeunes en tant qu'auteurs et victimes de conflits. Les processus de DDR élargis et durables devraient donner la priorité à la déradicalisation des jeunes. Ces processus devraient prendre en compte les complexités et les nuances des victimes-auteurs telles que les enfants soldats, les femmes associées à des groupes armés et d'autres membres qui n'ont peut-être pas rejoint les groupes armés de leur plein gré.

L'absence de réintégration efficace accroît les risques que les anciens combattants démobilisés retournent à la violence, encouragés par la montée du crime organisé lucratif et des conflits intercommunautaires. Dans toute la région du Lac Tchad, les sources communautaires révèlent que les combattants et les membres de Boko Haram qui retournent dans les communautés au Cameroun représentent une menace importante pour la sécurité des populations civiles.<sup>53</sup>

*« La communauté se montre hostile à l'égard des repentis. Ceux qui reviennent sont évités, exclus et rejetés, même s'ils participent à la vie de la communauté et souhaitent faire des affaires. Ils sont rejetés. La communauté doit essayer de surmonter cela, de pardonner aux ex-combattants, d'oublier ce qui s'est passé et de les accueillir pleinement. »*

Les lacunes du processus de réintégration sont préjudiciables à la fois à ceux qui quittent les groupes extrémistes violents et aux communautés dans lesquelles ils retournent. Les rapports révèlent que les anciens associés font l'objet de représailles et de stigmatisation de la part des victimes de Boko Haram parce qu'aucune poursuite

<sup>50</sup> Solomon Odeniyi, « L'EIAO intensifie le recrutement d'enfants soldats » *Punch Newspaper*, 2 avril 2022, consultable à l'adresse : <https://punchng.com/iswap-intensifying-recruitment-of-children-as-soldiers-report/>;

<sup>51</sup> Malik Samuel et Oluwole Ojewale, « Les enfants sur le champ de bataille : Les dernières recrues de l'EIAO » *Institute for Security Studies*, 10 mars 2022, consultable à l'adresse : <https://issafrica.org/iss-today/children-on-the-battlefield-iswaps-latest-recruits>;

<sup>52</sup> Office des Nations unies contre la drogue et le crime, « L'ONUDC accueille un atelier de renforcement des capacités sur le traitement des enfants associés à des groupes terroristes. » Bureau des Nations unies au Nigeria, 19 septembre 2022, consultable à l'adresse : <https://www.unodc.org/nigeria/en/unodc-hosts-capacity-building-workshop-on-the-treatment-of-children-associated-with-terrorist-groups.html>

<sup>53</sup> Célestin Delanga, « L'insécurité s'accroît au Cameroun pendant que les efforts de réintégration piétinent », Institut d'études de sécurité, 2023, <https://issafrica.org/iss-today/insecurity-grows-in-cameroon-as-reintegration-efforts-stall>



ou réconciliation n'a eu lieu pour prouver leur innocence ou leur culpabilité.<sup>54</sup> Par exemple, trois ans après l'ouverture du centre de déradicalisation de Méri au Cameroun en 2020, aucun résident n'avait été gracié, acquitté ou condamné pour activité terroriste avant sa réintégration dans la communauté. En 2023, il a été signalé que plus d'une centaine d'anciens combattants et membres - désillusionnés par leur traitement au centre de Méri ou laissés sans surveillance dans les communautés - étaient retournés dans le groupe Boko Haram. Les mauvaises conditions de vie dans le centre ont probablement aussi dissuadé de nombreux combattants de se rendre. »<sup>55</sup>

Les insuffisances nées sont également apparentes dans l'Opération « Safe Corridor » du Nigeria, qui ne dispose pas d'une stratégie de réintégration claire. Cela s'explique en partie par le fait que les autorités administratives craignent d'être perçues comme indulgentes à l'égard des groupes extrémistes. Certaines communautés affectées sont également sceptiques à l'égard du programme, doutant que les personnes qui se rendent soient réellement repenties et s'indignant que le

*« Les ex-combattants retournent dans leurs communautés en pensant qu'ils y trouveront une meilleure situation économique que celle qu'ils vivaient avant. Mais malheureusement, à la fin de toute formation et de leur insertion dans la communauté, ils ont parfois l'impression de se trouver dans des situations précaires. Même si vous leur diriez de tenir bon, de continuer à essayer, mais puisqu'ils ne gagnent rien, ils sont tentés de retourner dans la brousse... Ils y retournent parce qu'ils sont tentés - pas par le conflit Boko Haram lui-même, mais parce qu'ils se trouvent dans une précarité totale, sans autre issue. »*

*- Un avocat au Niger*

gouvernement fournisse une aide aux anciens insurgés tout en négligeant les victimes de leur terrorisme. En outre, la crainte de représailles de la part de la communauté a entravé les projets de libération d'individus ayant suivi des programmes de réhabilitation et de réintégration. « Les femmes et les enfants qui retournent dans leur communauté depuis les centres de réhabilitation sont confrontés à

l'ostracisme et au rejet. »<sup>56</sup> Même les otages qui s'échappent et rentrent chez eux sont souvent pris pour des ex-combattants et font l'objet d'attaques ou d'ostracisme.

Ces déficiences limitent la mise en œuvre effective, efficace et efficiente des programmes de DDR limitent en tant que mécanismes de justice transitionnelle. De nombreux centres d'accueil mis en place par les États de la région pour recevoir, réhabiliter et réintégrer les ex-combattants manquent d'infrastructures adéquates, de capacités de soutien psychosocial et de programmes de formation pour faciliter l'intégration sociale et économique des ex-combattants. En l'absence d'une réintégration réussie, le terrorisme se poursuit dans la région, de même que les effets déstabilisants de l'augmentation des vols à main armée, des prises d'otages et des embuscades sur les routes. La circulation des armes a également accru l'insécurité et alimenté les conflits communautaires. La

<sup>54</sup> « L'insécurité ne cesse de croître au Cameroun pendant que les efforts de réintégration piétinent. »

<sup>55</sup> « L'insécurité ne cesse de croître au Cameroun pendant que les efforts de réintégration piétinent. »

<sup>56</sup> « L'insécurité ne cesse de croître au Cameroun pendant que les efforts de réintégration piétinent. »

réintégration est essentielle pour réduire les menaces d'extrémisme violent et atténuer la prévalence du crime organisé liée à la présence d'anciens associés de Boko Haram dans les communautés.

La mise en œuvre réussie des programmes de réintégration ne relève pas de la seule responsabilité des gouvernements. Les acteurs des processus régionaux de consolidation de la paix soulignent le rôle des communautés dans la réintégration des ex-combattants. Un acteur de la société civile au Cameroun a déclaré :

Il est important de reconnaître que la communauté est toujours impliquée dans ces processus, que cela soit voulu ou non... Nous devons éduquer et sensibiliser les communautés pour qu'elles acceptent les anciens membres de Boko Haram. Il arrive souvent que les communautés opposent une forte résistance, ce qui complique le retour dans les communautés et le processus de réintégration. Les communautés devraient se concentrer sur l'acceptation des anciens membres et garantir que ceux qui reviennent sont libres dans tous les sens du terme. Les communautés doivent changer leur perception et comprendre qu'avec la justice, les anciens membres ont payé leurs dettes envers la société.<sup>57</sup>

## 5.2 Poursuites et Amnistie

L'opinion dominante parmi les parties prenantes des communautés affectées interrogées dans le cadre de cette étude est que les leaders des OEV et les principaux acteurs responsables des enlèvements et du banditisme devraient être tenus pour responsables des violations des droits de l'Homme et des crimes. Comme l'a dit un fonctionnaire de l'Etat : « Les individus qui ont commis des crimes et qui ont été appelés à répondre de leurs actes doivent être traduits devant les tribunaux pour répondre de leurs actes. C'est une bonne chose pour nous. C'est une sorte de justice qui répare les torts causés aux autres »<sup>58</sup>

Néanmoins, la plupart des parties prenantes ont également estimé que les ex-combattants repentis recrutés de force par les OEV et les groupes criminels devraient être réhabilités et réintégrés dans la communauté. De nombreux acteurs communautaires perçoivent la justice comme un moyen de réparer le tort causé et comme un recours plutôt que d'être punitive, selon le contexte. La justice réparatrice est encouragée par la présentation d'excuses, le pardon et l'acceptation de la repentance.

<sup>57</sup> Entretien avec une actrice de la société civile au Cameroun en février 2023.

<sup>58</sup> Entretien avec un fonctionnaire de l'Etat au Cameroun en février 2023.

*« Pour moi, la justice, c'est la gestion des conflits... Pour les personnes qui ont commis des crimes - en particulier des meurtres - et certainement pour celles qui ont été victimes, nous devons nous demander comment les voir se repentir ? C'est une bonne chose que le gouvernement ait pris des mesures pour favoriser les ex-combattants et leur donner la possibilité de retourner dans leurs communautés.*

*- Un chef traditionnel local au Cameroun*

Malgré les dispositions de la Stratégie régionale de stabilisation du bassin du Lac Tchad en matière de poursuites judiciaires, la question de la poursuite des combattants de Boko Haram et d'autres OEV n'a toujours pas été définie clairement. Les mesures adoptées par les États de la région concernés pour réduire la violence et encourager les redditions constituent des mécanismes formels de

justice transitionnelle, car elles comportent des éléments de justice pénale, qui obligent les membres violents de Boko Haram à rendre compte de leurs crimes. Ces mesures prévoient également l'amnistie et la réhabilitation des repentis considérés comme présentant un faible risque.<sup>59</sup>

Le Niger a adopté des lois visant à encourager les redditions, la réintégration et la réconciliation en ne punissant pas les associés de Boko Haram qui déposent les armes. Une modification apportée en 2017 au Code pénal permet d'exempter de poursuites les suspects qui se sont rendus volontairement, sauf s'il y a des raisons de penser qu'ils ont pu commettre des crimes graves en violation du droit international.<sup>60</sup>

En 2019, le gouvernement nigérien a également promulgué une loi accordant l'amnistie aux anciens associés des OEV dans le cadre de son programme de réhabilitation et de réintégration.<sup>61</sup>

<sup>59</sup> Sixtus Obioma Ibekwe, « Les défis de la mise en œuvre de la justice transitionnelle dans le Bassin du Lac Tchad et l'intégration/réintégration des personnes déplacées ». *Asian Journal of Comparative Politics* 7, 3 (2021) : 649–660.

<sup>60</sup> Art. 399.1.20(2), Code pénal nigérien, 2017.

<sup>61</sup> Max Bearak, « Boko Haram a semé la terreur au Niger. Un programme pour les repentis peut-il apporter la paix ? » *Washington Post*, 20 novembre 2018, extrait de <https://www.washingtonpost.com/news/world/wp/2018/11/20/feature/boko-haram-brought-terror-to-niger-can-a-defectors-program-bring-peace/>

Le Tchad a accordé l'amnistie aux repentis des OEV dans le nord du Tchad en novembre 2021 par le biais d'une proclamation officielle qui n'a pas été promulguée en tant que loi. On ignore si cette amnistie s'étend à la région du Lac Tchad.<sup>62</sup> La Stratégie de désengagement, de démobilisation, de réintégration et de réconciliation (DDRR) du pays, adoptée en 2024, fait référence à la justice transitionnelle et précise qu'il n'y aura pas d'amnistie générale pour les anciens associés de Boko Haram et de l'EI. Dans le cadre de cette Stratégie, les personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes graves, tels que des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des actes de génocide, ne sont pas immédiatement éligibles au programme de DDRR. »<sup>63</sup>

Au Cameroun, le discours d'investiture du Président de la République, prononcé le 06 novembre 2018, a mentionné une « main tendue à Boko Haram », qui a déposé ses armes. Cependant, aucune loi ultérieure n'a rendu cette proclamation juridiquement opérationnelle. Le décret du 30 novembre 2018 portant création du Comité national de DDR et réglementant son fonctionnement ne fait référence qu'à l'« appel à la paix » dans le discours inaugural comme base du programme de DDR. De même, l'Opération « Safe Corridor » du Nigeria implique une amnistie de facto pour les anciens associés des OEV jugés éligibles à la réintégration, même si aucune loi d'habilitation ne le spécifie.<sup>64</sup>

Les amnisties et les grâces peuvent être des mécanismes utiles pour la justice transitionnelle. Elles peuvent être des outils utiles pour la consolidation de la paix et pour encourager les redditions. Toutefois, les amnisties pour les violations flagrantes des droits de l'Homme et les violations graves du droit international humanitaire (en particulier lorsqu'elles constituent des crimes internationaux : crimes contre l'humanité, génocide et crimes de guerre) ne sont pas autorisées par les normes internationales. En outre, il est important de veiller à ce que les amnisties n'entravent pas les droits des victimes à la vérité, à la justice, à la réparation et aux garanties de non-récidive. Une amnistie aveugle ou générale peut favoriser l'impunité et saper l'État de droit. Les programmes d'amnistie mis en œuvre sans consultation adéquate des victimes et des communautés concernées peuvent être perçus comme injustes et créer un ressentiment qui alimente la spirale de violence. Plusieurs acteurs communautaires interrogés dans le cadre de cette étude ont exprimé leur scepticisme quant à l'efficacité des programmes d'amnistie pour promouvoir la paix et la réintégration dans leurs

---

<sup>62</sup> Ryan Knapick, « Le Tchad amnistie des centaines de rebelles et de prisonniers politiques » *The Caravel*: Décembre 2021, extrait de <https://www.thecaravelgu.com/blog/2021/12/9/chad-gives-amnesty-to-hundreds-of-rebels-and-political-prisoners>; Audu Bulama Bukarti et Rachel Bryson, « Faire face aux repentis de Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad : Leçons du Nigeria », *Tony Blair Institute for Global Change*: 2019, extrait de : <https://institute.global/sites/default/files/articles/Dealing-With-Boko-Haram-Defectors-in-the-Lake-Chad-Basin-Lessons-From-Nigeria-.pdf>

<sup>63</sup> Stratégie nationale de désengagement, démobilisation, réintégration et réconciliation (DDRR) des anciens associés de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest, Tchad, 2023.

<sup>64</sup> Michael Ugwueze, Elias C Ngwu, et Freedom C Onuoha, « Programme de l'Opération « Safe Corridor » et réintégration des anciens combattants de Boko Haram au Nigeria ». *Journal of Asian and African Studies*, 57(6), 1229-1248.

communautés. Les grâces d'État accordées sans la participation de la communauté ne peuvent pas apporter une paix durable.<sup>65</sup>

Une préoccupation commune exprimée par les communautés affectées et les acteurs de la société civile est que les programmes de poursuites et d'amnistie ont une portée nationale et que l'adhésion et le soutien des communautés locales sont limités. Des lacunes subsistent dans les efforts visant à mettre en place des processus de justice transitionnelle fiables et axés sur les victimes, qui trouvent un juste équilibre entre les poursuites et l'amnistie. Pour parvenir à un équilibre, les mécanismes de justice transitionnelle devraient s'appuyer sur les normes locales de justice et de réconciliation, mais devraient également donner la priorité à la responsabilité des crimes commis et aux réparations pour les victimes et les survivants.<sup>66</sup> Les critères d'amnistie et de poursuite devraient être clarifiés au niveau national et coordonnés au niveau régional pour assurer la cohérence des politiques. Eu égard au caractère transfrontalier du conflit, il est essentiel de coordonner la manière dont les délinquants sont poursuivis ou amnistiés afin d'assurer une certaine cohérence.

### 5.3 Reddition de Comptes des Actions des Acteurs Étatiques et des Groupes Affiliés à l'État

La redevabilité des actes terroristes et des crimes doit s'étendre au-delà des actions des organisations extrémistes violentes (OEV) pour inclure les forces de défense et de sécurité de l'État et les comités de vigilance/groupes d'auto-défense reconnus par le gouvernement. Il est essentiel de veiller à ce que les acteurs étatiques et non étatiques soient tenus responsables de leurs abus pour remédier à la méfiance, instaurer la confiance et légitimer les programmes de justice transitionnelle. De nombreux acteurs communautaires et de la société civile interrogés dans le cadre de cette étude ont souligné que l'impunité des acteurs étatiques et de leurs affiliés, tels que les groupes d'auto-défense, compromet les efforts de justice et de consolidation de la paix dans la région. Les rapports révèlent que les groupes d'autodéfense au Nigeria, au Cameroun, au Niger et au Tchad ont contribué de manière significative à la lutte contre Boko Haram et d'autres OEV. Ils ont rendu les opérations militaires plus précises et plus efficaces, en reconnectant les efforts anti-insurrectionnels des États avec les communautés locales. Toutefois, leurs activités soulèvent plusieurs préoccupations en matière de justice transitionnelle. Les groupes d'autodéfense ont commis des abus et se sont retrouvés mêlés à l'économie de guerre. Dans certaines régions du Nigeria, le phénomène d'autodéfense a transformé les insurrections anti-étatiques en conflits plus

<sup>65</sup> Entretien avec un guérisseur traditionnel au Cameroun, avril 2023.

<sup>66</sup> Atta Barkindo, « Boko Haram et la dynamique des conflits dans le bassin du Lac Tchad ». Programme des Nations unies pour le développement, Africa Borderlands Centre, décembre 2020 : <https://www.undp.org/africa/publications/borderland-policy-briefing-series-boko-haram-and-conflict-dynamics-chad-basin>

sanglants, augmentant ainsi la violence entre les OEV et les communautés.<sup>67</sup> Si certaines parties prenantes considèrent le phénomène d'autodéfense comme un outil anti-insurrectionnel précieux, leur implication dans les processus de justice transitionnelle est troublante, notamment en ce qui concerne l'impunité et la planification de la transformation post-conflit à long terme. Il est craint qu'avec le temps, les groupes d'autodéfense ne deviennent des fantassins politiques et ne s'engagent dans le crime organisé, la violence communautaire, les bouleversements sociaux et l'instabilité politique dans la région.

---

<sup>67</sup> International Crisis Group, *Les gardiens du lac Tchad : Les groupes d'autodéfense luttant contre Boko Haram*, Africa Report 244 (2017).

---

## 6. PRATIQUES COMMUNAUTAIRES DE JUSTICE COUTUMIERE AUTOCHTONE

Les communautés jouent un rôle clé dans les processus de justice visant à la stabilisation et au relèvement, et il est essentiel qu'elles s'approprient les stratégies adoptées pour atteindre ces objectifs. De même, les chefs traditionnels et religieux jouent un rôle prépondérant dans la vie sociale et politique des communautés affectées et dans la résolution des conflits locaux. Leur rôle devrait être intégré dans les processus de justice transitionnelle élaborés aux niveaux national et régional, et leur rôle dans ces processus devrait être clairement défini. Une caractéristique unique de la justice dans les communautés affectées de la région du Lac Tchad est l'intégration des processus juridiques formels et des pratiques de justice traditionnelles/religieuses non formelles à base communautaire. Le droit coutumier est intégré à différents niveaux dans le système judiciaire officiel administré par l'État dans tous les États membres de la CBLT concernés. Les extrémistes violents ayant eu recours à la religion pour endoctriner leurs recrues et justifier la violence, il est essentiel que les chefs religieux soient engagés de manière constitutive dans les processus de justice transitionnelle. Il s'agit là d'un élément essentiel pour combler le déficit de confiance qui a entravé les initiatives de DDR et de justice transitionnelle en cours. Au Cameroun, au Niger, au Nigeria et au Tchad, les communautés religieuses et les leaders communautaires ont intégré des mesures coutumières dans les programmes nationaux de réintégration en demandant aux repentis de prêter serment de non-récidive afin d'établir la confiance et la paix entre les auteurs repentis et les survivants/victimes.<sup>68</sup>

*« Les imams, les prédicateurs, doivent intervenir davantage en faveur de la déradicalisation. C'est sur l'aspect confessionnel que nous devrions travailler ; nous devrions atteindre les ul-Imans (ultra musulmans) au niveau de leurs assemblées confessionnelles, afin que le travail puisse se faire par leur intermédiaire. Ils peuvent s'efforcer de déconstruire les idées néfastes qui ont été intériorisées ».*  
- Un ancien combattant au Cameroun

Le fait de s'appuyer sur les pratiques locales en matière de justice et de résolution des conflits est une stratégie efficace pour obtenir l'engagement et le soutien des communautés dans les processus à l'échelle nationale et régionale. Le recours à des

mécanismes autochtones de justice transitionnelle pour lutter contre les violations des droits de l'Homme permet de répondre aux besoins des groupes les plus vulnérables dans les situations de conflit, en particulier les femmes et les filles, les personnes vivant avec handicap, les personnes âgées, les enfants et les jeunes.<sup>69</sup> Cette approche s'aligne sur le Cadre de PJTUA, qui appelle à la *localisation* et à la *décolonisation* des approches de la justice transitionnelle en adoptant des mécanismes de justice réparatrice autochtones connus dans les sociétés en transition.

<sup>68</sup> Akinola Olojo, « La justice transitionnelle peut donner une voix aux victimes dans le Bassin du Lac Tchad ». Institut d'études de sécurité, 27 avril 2022, extrait de : <https://issafrica.org/iss-today/transitional-justice-can-give-victims-a-voice-in-lake-chad-basin>

<sup>69</sup> Patricia Lundy et Mark McGovern, « Quelle justice ? Repenser la justice transitionnelle à partir de la base ». *Journal of Law and Society* 35, no. 2 (2008) : 265-292 ; Simon Robins, « La justice transitionnelle, un discours d'élite ». *Critical Asian Studies* 44 (1er mars 2012) : 3-30.



*« Cette justice [que nous pratiquons] est différente de la justice pénale, car c'est une justice qui s'adresse à des personnes qui ne sont peut-être même pas coupables... ces justices sont des justices du pardon, de la réconciliation et... des justices qui pardonnent et qui cherchent le chemin de la paix ».*

*- Un leader communautaire, Niger*

Les mécanismes de justice autochtone sont particulièrement adaptés aux communautés en transition comme celles de la région du Lac Tchad où il est parfois difficile de prononcer des verdicts clairs de culpabilité et d'innocence,

et où les cas de violation des droits de l'Homme sont caractérisés par des « zones grises » morales.<sup>70</sup> Dans des scénarios de conflit similaires, comme dans le nord de l'Ouganda, où des enfants et des jeunes kidnappés ont été utilisés comme combattants, les pratiques de justice coutumière basée sur la communauté ont aidé les communautés affectées à relever les défis de l'équilibre entre la justice rétributive et la justice transitionnelle.<sup>71</sup> Dans ces situations complexes, les mécanismes de justice autochtone, propres aux communautés concernées qui accueillent d'anciens enfants soldats, ont permis aux victimes et aux survivants de comprendre les atrocités commises. Des approches autochtones similaires de résolution des conflits ont été adoptées dans la région du Lac Tchad, avec des résultats variables.

L'évaluation de l'état de préparation des communautés de la région du Lac Tchad affectées par l'extrémisme violent à ce type de processus de justice transitionnelle à base-communautaire montre que les populations ont des connaissances variées et limitées de l'application et des résultats possibles de la justice transitionnelle.<sup>72</sup> Dans les situations où une paix relative revient dans les communautés, offrant une fenêtre d'opportunité pour des pratiques de justice à base-communautaire, il est important de contextualiser ces pratiques dans le paysage conflictuel de chaque communauté. Comme l'a affirmé un acteur de la société civile : « Notre justice doit s'inspirer de toutes les sociétés... mais nous devons trouver le moyen de lier la justice aux besoins des communautés locales au lieu de chercher des solutions qui s'appliquent à tous... les stratégies trop générales peuvent s'avérer problématiques. »<sup>73</sup>

<sup>70</sup> Tim Allen et Anna Macdonald, « Justice traditionnelle post-conflit : Un aperçu critique ». Programme de recherche sur la justice et la sécurité, London School of Economics, 2013. <https://core.ac.uk/download/pdf/20050781.pdf>

<sup>71</sup> Erin Baines, « Les esprits et la reconstruction sociale après la violence de masse : Repenser la justice transitionnelle. » *African Affairs* 109, No. 436 (July 2010), 409-430.

<sup>72</sup> Akinola Olojo et Maram Mahdi, « Justice transitionnelle : Test des eaux dans le Bassin du Lac Tchad ». Institut d'études de Sécurité 39, avril 2022, extrait de : <https://issafrica.org/research/west-africa-report/transitional-justice-testing-the-waters-in-the-lake-chad-basin>

<sup>73</sup> Entretien avec une actrice de la société civile au Niger en février 2023.

## 6.1 Intégration des Pratiques de Justice Coutumière Autochtone dans les Processus de Justice Transitionnelle

Les institutions traditionnelles et religieuses font partie intégrante de la stratégie de justice transitionnelle de l'ensemble de la société dans la région du Lac Tchad. Les approches communautaires qui s'appuient sur les pratiques coutumières et religieuses locales peuvent offrir aux communautés qui se rétablissent la possibilité de se réconcilier et de se reconstruire. Dans toute la région du Lac Tchad, les communautés affectées déploient des mécanismes de réconciliation autochtone pour mener à bien les processus de justice et de réintégration. Ces approches traditionnelles de la réconciliation et de la justice comprennent la prestation de serment pour empêcher les ex-combattants de rejoindre des groupes extrémistes, des cérémonies d'amnistie et de réconciliation, des compensations ou des restitutions et des méthodes de consultation/dialogue (*Sawari* ou *Ci kumo ye Duto*).

Les pratiques de médiation coutumière impliquent généralement l'intervention des anciens de la communauté pour résoudre les conflits et les litiges selon des procédures coutumières ou religieuses de longue date. La *Diya* (compensation), courante dans les communautés de la région du Lac Tchad, est une pratique selon laquelle l'individu ou la communauté fautive verse de l'argent en guise de dédommagement à l'offensé. Ce processus est généralement facilité par les anciens et les chefs religieux de la communauté. La justice coutumière prend également la forme d'un ostracisme social ou d'un isolement, lorsque les chefs de la communauté décrètent que personne dans la communauté ne doit interagir ou avoir une quelconque forme de relation avec un délinquant pendant une période déterminée.

Une enquête sur la justice coutumière et les pratiques de réintégration dans le nord-est du Nigeria a identifié le *Sulhu* (*sulfu*, *solo*, ou *sasantawa*) et la *Diya* comme les méthodes de réconciliation les plus courantes, fondées sur la charia, et les plus répandues dans la région.<sup>74</sup> Il est prouvé que la médiation *Sulhu* rétablit et promeut la cohésion sociale et favorise la réconciliation entre les auteurs d'atrocités et les survivants/familles de victimes.<sup>75</sup> Dans certaines communautés de Borno au Nigeria, le *Sawari* permet aux autorités locales et aux parties prenantes de déterminer conjointement les sanctions appropriées pour les auteurs de crimes en fonction des infractions commises, tout en tenant compte

<sup>74</sup> Commission américaine pour la liberté religieuse internationale, *Le droit pénal de la charia dans le nord du Nigeria : Mise en œuvre des codes pénal et de procédure pénale Sariah élargis dans les États de Kano, Sokoto et Zamfara, 2017-2019*, USCIRF, 2019.

<sup>75</sup> Idayat Hassan et Justin Tyvoll, « L'après Boko Haram : Perspectives de justice transitionnelle dans le nord-est du Nigeria. » *Center for Democracy and Development*, 2 juillet 2018, consultable à l'adresse : <https://www.africaportal.org/publications/after-boko-haram-prospects-transitional-justice-north-east-nigeria/>

du besoin de guérison et de réconciliation de l'ensemble de la communauté. Les leaders communautaires jouent un rôle crucial en intervenant dans les conflits entre les ex-combattants et les victimes. Les entretiens avec les parties prenantes ont révélé que dans certaines communautés, les litiges signalés au système judiciaire formel par les parties en conflit étaient découragés et perçus comme favorisant l'injustice. Cela s'explique par le rôle qu'elles estiment que la communauté devrait jouer dans la résolution des conflits.

**Tableau 3 : Les Systèmes de Justice Coutumière et Religieuse à base communautaire - SULHU**

**De quoi s'agit-il ?**

Le **Sulhu** est un mode alternatif de résolution des conflits dans l'Islam. Un sulhu est un accord ou un règlement négocié entre les deux parties avec l'aide d'un tiers neutre, tel qu'un Kadi, un chef de famille ou un leader communautaire.

**Comment ça fonctionne ?**

Le **Sulhu** est une option de résolution des litiges si les parties à un litige demandent la médiation ou l'arbitrage. Le tiers arbitre peut solliciter l'assistance d'un autre tiers neutre pour résoudre le litige. La demande de Sulhu dans la région du Lac Tchad a augmenté dans les affaires civiles, en particulier les litiges matrimoniaux et le recouvrement de créances. Dans la plupart des tribunaux de la charia et des juridictions de commission, les affaires pénales ne sont pas soumises au Sulhu.

**Tableau 4 : Systèmes de Justice Coutumière et Religieuse à base communautaire - DIYA**

**De quoi s'agit-il ?**

En droit islamique, la diya est la compensation financière versée à la victime ou à ses héritiers en cas de meurtre, de lésions corporelles ou de dommages matériels.

**Comment ça fonctionne ?**

L'application de la Diya varie d'une zone de la région du Lac Tchad à une autre. Elle est appliquée dans les processus de justice formels et non formels. Dans de nombreuses juridictions, le champ d'application de la Diya manque de clarté. Dans certains tribunaux et commissions de la charia ou de l'alkali de la région du Lac Tchad, la Diya est accordée aux victimes ou à leurs familles dans le cadre des processus de résolution des litiges ou des procédures de justice pénale. Dans certaines juridictions, la Diya versée aux hommes est plus élevée que celle versée aux femmes qui acceptent ce recours au lieu de l'exécution d'une peine.

Un universitaire camerounais a décrit le *tuba* comme « la pratique consistant à demander pardon à la communauté... C'est un moyen de pardonner l'impardurable, de mettre fin au cycle de la destruction. Nous ne pouvons pas continuer à perdre nos enfants, mais nous efforcer d'aller de l'avant. Le [Tuba] consiste à jurer sur le Coran et à demander pardon devant tout le monde. »<sup>76</sup>

<sup>76</sup> Entretien avec un universitaire au Cameroun en février 2023.

*« Les leaders communautaires et religieux interviennent lorsqu'il y a un problème. Dans notre coutume, lorsqu'un problème est signalé au commissariat de police, nous pensons que le règlement à l'amiable n'était pas l'intention, mais que l'autre avait l'intention de commettre une injustice à l'encontre de la personne adverse. Ainsi, nous réglons nos griefs par l'intermédiaire des leaders communautaires et religieux ».*  
 - Un leader religieux au Nigeria

Les pratiques de justice coutumière basée sur la communauté ont apporté des solutions à certains des défis sociaux et culturels de la réintégration que les systèmes de justice formels ne peuvent pas relever. Au Nigeria, par exemple, les pratiques de justice coutumière ont permis de réconcilier et de réintégrer les femmes ex-

associées à Boko Haram et d'encourager les hommes à les épouser pour éviter la stigmatisation et renforcer les liens sociaux au sein des communautés. Bien que ces mécanismes de justice coutumière non formelle soient plus efficaces pour résoudre les conflits civils, leurs composantes de recherche de la vérité et de réconciliation en font des mécanismes cruciaux de résolution des conflits et de justice transitionnelle.

L'un des avantages des pratiques de justice traditionnelle est que les ex-combattants démobilisés connaissent cette forme de justice et sont donc plus susceptibles de l'accepter. Les ex-combattants interrogés dans le cadre de cette étude ont déclaré connaître ces systèmes de justice coutumiers, que les OEV appliquent également lorsqu'ils administrent la « justice » dans leurs rangs. Bien que les formes de « justice » administrées par les OEV aient déformé les pratiques coutumières et religieuses, elles se sont appuyées sur des mécanismes et des processus familiers à leurs associés. Un ex-combattant au Cameroun a déclaré :

En brousse, si tu commets un crime, tu dois t'adresser au chef qui jugera. Il décidera s'il doit transmettre l'affaire à un tribunal ou s'il peut s'en charger lui-même. S'il s'agit d'un incident grave, il sera porté devant un juge (en brousse). Il ne s'agit pas de juges tels que nous les connaissons, mais de personnes désignées pour agir en tant que juges. Le Coran et le *Hadith* (Enseignements du Prophète Mohamed, PSL) constituent la base de ce système.<sup>77</sup>

Correctement administrée avec des garanties et un contrôle approprié, la pratique de la justice coutumière à base-communautaire peut constituer la base de stratégies nationales globales de justice transitionnelle. À l'instar des tribunaux Gacaca du Rwanda post-génocide, les pratiques de justice coutumière dans la région du Lac Tchad peuvent être exploitées grâce à la coordination des gouvernements pour combler les lacunes des systèmes de justice conventionnels, mis à rude épreuve par le nombre croissant d'ex-combattants détenus par l'État. Toutefois, il est important que les mécanismes de justice traditionnelle reconnaissent et prennent à bras le corps les complexités des conflits, notamment les situations dans lesquelles les personnes peuvent être à la fois victimes et auteurs, comme dans le cas des enfants soldats.

<sup>77</sup> Entretien avec un ex-combattant au Cameroun en février 2023.

Ce modèle de partenariat entre le gouvernement et la communauté dans l'utilisation des pratiques

*« Il existe un ensemble de mécanismes destinés à résoudre le conflit. Mais il ne s'agit pas d'une justice. Pour l'instant, nous devons nous référer aux lois. Quand on parle d'état d'urgence, quand on parle d'insurrection, quand on parle de forces, il n'y a pas de justice ; la justice ne se réduit pas à l'usage de la force. La justice est un aveu, c'est un accord de la population. Tant qu'il y a de la force, il n'y a pas de justice. »*

*– Un acteur de la société civile au Niger*

coutumières de résolution des conflits communautaires pour la stabilisation et le relèvement est évident au Niger. Dans les zones où les communautés éprouvent encore du ressentiment à l'égard des anciens combattants et se méfient des initiatives de réhabilitation du gouvernement, les autorités régionales de Diffa ont travaillé avec les

chefs traditionnels et les leaders religieux locaux pour solliciter leur soutien au programme national de réintégration.<sup>78</sup> En s'appuyant sur les *comités de paix* locaux créés par la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) dans les douze communes de Diffa en 2018,<sup>79</sup> le gouvernement a engagé les parties prenantes dans les initiatives de DDR, les encourageant à accueillir les anciens combattants repentis et à promouvoir la guérison de la communauté.

*« La justice consiste à nous rassembler par la réconciliation et le dialogue et à oublier le passé... Elle comprend également le dédommagement des victimes par la reconstruction des propriétés détruites, du capital commercial et de tout ce qui peut faire revivre les victimes. »*

*– Un chef traditionnel local au Nigeria*

Un tel engagement de l'État avec les leaders traditionnels et religieux locaux dans le DDR et la justice transitionnelle est moins évident au Tchad. Jusqu'en 2022, le gouvernement n'avait pas mis en place de programme national formel de réhabilitation et de réintégration. Cette

inaction apparente s'explique notamment par le fait que, contrairement à d'autres États de la région du Lac Tchad, les leaders locaux des communautés tchadiennes affectées par le conflit n'ont pas rencontré autant de difficultés à réintégrer les repentis de Boko Haram. Une autre explication est que les communautés tchadiennes de la région « n'ont pas été durement affectées par la violence djihadiste par rapport à celles d'autres pays de la région. »<sup>80</sup> La lenteur de l'intégration des pratiques de justice coutumière dans les systèmes de justice formelle peut également être attribuée à la méfiance entre les communautés affectées et le gouvernement. Cette méfiance est évidente dans toute la région du Lac Tchad. Les autorités militaires et administratives estiment que certains leaders

<sup>78</sup> Obi Anyadike, « Comment l'emploi peut aider le Niger à gagner la guerre contre Boko Haram ». *The New Humanitarian* : 16 avril 2019, consultable à l'adresse : <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2017/07/17/how-jobs-can-help-niger-win-war-against-boko-haram>.

<sup>79</sup> Omar S. Mahmood et Ndubuisi Christian Ani, « Réponses à Boko Haram dans la région du lac Tchad : Politiques, coopération et moyens de subsistance ». Institut d'études de sécurité (ISS) : Juillet 2018, consultable à l'adresse : <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/2018-07-06-research-report-1.pdf>

<sup>80</sup> International Crisis Group, « Extrême-Nord du Cameroun : Un nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram ». *ICG Africa Report* : 14 août 2018, consultable à l'adresse : [https://icg-prod.s3.amazonaws.com/263-cameroons-far-north-english\\_1.pdf](https://icg-prod.s3.amazonaws.com/263-cameroons-far-north-english_1.pdf)

religieux et traditionnels aident les combattants de Boko Haram, tandis que les leaders communautaires se méfient des interventions du gouvernement.<sup>81</sup>

Au-delà des pratiques de justice coutumière, les parties prenantes des communautés et de la société civile locale soulignent les avantages d'autres pratiques culturelles coutumières qui favorisent la cohésion sociale et la stabilité et le relèvement. Une partie prenante de la société civile au Cameroun a déclaré : « Toute pratique coutumière qui réunit les gens est efficace, qu'il s'agisse de danse traditionnelle, de rassemblement autour d'animaux, d'arbres... Une fois que les gens sont réunis, la discussion et la découverte de solutions sont favorisées. »<sup>82</sup>

**Tableau 5 : Justice à base Communautaire et mécanismes de résolution des conflits dans la Région du Lac Tchad**

Cameroun	Tchad	Niger	Nigeria
Jurer sur le Coran	Diya	Sulhu	Rantsuwa
Religion traditionnelle (sacrifice rituel)	Ostracisme social	Diya	Sulhu
Médiation coutumière	Médiation coutumière	Médiation coutumière	Diya
		Ostracisme social	Tuba
			Solo / Sasantawa
			Sawari ou <i>Ci kumo ye Duto</i> (Médiation)

## 6.2 Les Limites des Systèmes de Justice à Base-Communautaire

Bien que les processus de justice transitionnelle ancrés dans l'histoire locale, la tradition et les valeurs religieuses aient le potentiel de transformer et résoudre les conflits dans la région du Lac Tchad, il n'existe pas de solution unique pour toutes les communautés en transition affectées par l'extrémisme violent. Les universitaires et les praticiens ont mis en garde les autorités locales et leurs partenaires internationaux contre les limites souvent oubliées des pratiques judiciaires autochtones. Dans de nombreuses communautés de la région du Lac Tchad, les relations sociales traditionnelles

<sup>81</sup> International Crisis Group, « Lutte contre Boko Haram au Tchad : Au-delà des mesures militaires ». *ICG Africa Report* : 8 mars 2017, consultable à l'adresse : <https://icg-prod.s3.amazonaws.com/246-fighting-boko-haram-in-chad-beyond-military-measures.pdf>

<sup>82</sup> Entretien avec une actrice de de la société civile au Niger en février 2023.

se fondent sur des hiérarchies et les pratiques de justice coutumière sont guidées par le genre et l'âge.<sup>83</sup>

Dans les communautés où les femmes ne sont traditionnellement pas autorisées à jouer un rôle actif dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix, les hommes peuvent utiliser les mécanismes de la justice autochtone pour réprimer la participation des femmes et des jeunes à ces processus. La prudence est de mise. Les mécanismes coutumiers de justice à base communautaire, ancrés dans les valeurs traditionnelles, peuvent renforcer les structures de pouvoir et les inégalités qui existaient avant le conflit.

*« Tuba, la pratique consistant à demander pardon devant la communauté est un moyen de pardonner l'impardonnable, de mettre fin au cycle de la destruction. Nous ne pouvons pas continuer à perdre nos enfants, mais nous efforçons d'aller de l'avant. Il consiste à jurer sur le Coran et à demander pardon devant tout le monde. »*

*- Une partie prenante du milieu universitaire au Cameroun*

En outre, les coutumes et pratiques locales ne sont pas bénéfiques à tous les scénarios de conflit. Dans certains cas, les traditions locales et les pratiques coutumières sont à l'origine des conflits. Dans ces circonstances, il est plus productif de mettre l'accent sur les meilleures pratiques en matière de justice

transitionnelle à l'échelle mondiale et sur les pratiques communautaires.

Les limites des pratiques de la justice coutumière non formelle sont évidentes lorsque les autorités administratives interviennent dans les pratiques qui nécessitent des poursuites pénales formelles. Les leaders communautaires interrogés dans le cadre de cette étude ont relaté des incidents au cours desquels les autorités militaires se sont ingérées dans les pratiques de la justice traditionnelle ou les ont entravées dans des affaires considérées comme dépassant le cadre de la justice traditionnelle.

*« Les mécanismes de la justice traditionnelle existent et nous les utilisons pour résoudre les conflits... Mais il y a toujours une pression gouvernementale qui peut intervenir. Les autorités militaires et les autorités administratives peuvent affirmer qu'il ne s'agit plus d'une question locale ou d'une question pouvant être traitée par des méthodes traditionnelles et que l'incident doit être traité par les systèmes de justice formels, par l'intermédiaire de l'État. Avec cela, nous ne pouvons pas faire notre travail quotidien de résolution des conflits. »*

*- Un chef traditionnel local, au Cameroun*

Néanmoins, des consultations centrées sur la communauté devraient constituer les premières étapes de la mise en place de processus de justice transitionnelle inclusifs dans les communautés de la région du Lac Tchad affectées par la violence et le conflit. Ces consultations sont probablement plus efficaces lorsqu'elles sont menées par des

<sup>83</sup> Joanna R. Quinn, « Genre et mécanismes coutumiers en Ouganda », in : Debra Bergoffen, Paula Ruth Gilbert, Tamara Harvey, et Connie L. McNeely, *Confronting Global Gender Justice : Women's Lives, Human Rights* (New York : Routledge, 2011) 482–519 ; Tim Allen et Anna Macdonald, « La justice traditionnelle post-conflit ». 13.

institutions coutumières et confessionnelles impliquant des femmes et des jeunes sur la base du Cadre de la PJTUA.<sup>84</sup>

Les consultations sont essentielles pour susciter l'adhésion et la légitimité et pour informer les processus de justice transitionnelle qui répondent effectivement aux priorités locales et aux préoccupations et besoins des victimes. Le manque de transparence dans le partage des informations et l'insuffisance des consultations publiques dans les sociétés en transition peuvent susciter des doutes dans l'opinion publique quant à l'engagement du gouvernement en faveur de la justice, de la paix et du relèvement.<sup>85</sup> L'importance de la participation communautaire est de gagner la confiance du public et d'informer et de légitimer les processus de justice transitionnelle.

---

<sup>84</sup> Akinola Olojo, « La justice transitionnelle peut donner une voix aux victimes dans le Bassin du Lac Tchad ». Institut d'études de sécurité (ISS), 27 avril 2022, extrait de : <https://issafrica.org/iss-today/transitional-justice-can-give-victims-a-voice-in-lake-chad-basin>

<sup>85</sup> Agence américaine pour le développement international, « Étude de perception nationale de la justice transitionnelle au Soudan : Rapport final », 2020, extrait de : <https://sayarainternational.com/wp-content/uploads/2020/12/Sayara-for-DT-Sudan-Transitional-justice-Final-Report.pdf>.



---

## 7. PRISE EN COMPTE DE LA DIMENSION GENRE ET JUSTICE POUR LES VIOLENCES SEXUELLES

Une approche sensible au genre qui tient compte des besoins spécifiques des femmes est essentielle à la réussite des processus de justice transitionnelle. Il est reconnu que la sensibilité au genre ne concerne pas seulement les femmes, mais aussi les impacts différenciés de ce conflit sur les femmes, les hommes, les garçons et les filles, ainsi que leurs différents rôles et formes de victimisation. Cependant, la prévalence de la violence basée sur le genre avec un accent particulier sur les femmes dans le conflit rend impérative l'adoption d'une perspective sensible au genre dans les interventions de justice transitionnelle dans la région. Les femmes et les jeunes filles sont affectées par le conflit de plusieurs manières. Les circonstances socioculturelles et structurelles placent les femmes dans une posture vulnérable au « recrutement » de Boko Haram. Les femmes liées à Boko Haram et à d'autres OEV sont le plus souvent contraintes de participer à des attaques parce que le processus qui mène à leur implication dans le groupe (en tant qu'épouses, combattantes et kamikazes) est marqué par la coercition, l'hypnotisation, la tromperie et l'intimidation.<sup>86</sup> Les vulnérabilités auxquelles les femmes sont confrontées reflètent les asymétries de pouvoir entre hommes et femmes qui sont ancrées dans les structures et pratiques socioculturelles locales, religieuses et patriarcales.

Plusieurs rapports ont fait état de la prévalence des violences sexuelles liées aux conflits, en particulier à l'encontre des femmes et des jeunes filles de la région. Des rapports font état de cas où des membres des OEV et des bandits ont forcé des hommes à leur remettre leurs femmes, leurs filles et d'autres membres de leur famille de sexe féminin. « Le refus entraînait une mort instantanée, et les femmes étaient quand même emmenées. Les femmes ont décrit comment elles et leurs filles ont été soumises à des viols quotidiens, y compris des viols collectifs, en captivité ou dans leurs maisons. »<sup>87</sup>

---

<sup>86</sup> Damilohun Ayoyo, Anthony Mpiani, et Temitope Oriola, « Déconstruire la notion de femmes en tant qu'« auteures » du terrorisme djihadiste : Le cas de Boko Haram ». in : Temitope B. Oriola, Freedom C. Onuoha, et Samuel Oyewole (eds.) *Campagne terroriste de Boko Haram au Nigeria : Contextes, dimensions et trajectoires émergentes* (New York : Routledge, 2022), 15-30.

<sup>87</sup> Malik Samuel et Hassane Koné, « Les deux pays doivent mettre leurs différences politiques de côté pour mettre fin à la violence qui dévaste les communautés frontalières » *ISS Today*, Institut d'études de sécurité, 24 octobre 2023.

*« La question du genre dans la région du lac Tchad réside beaucoup plus dans cette différence entre l'éducation des hommes et celle des femmes. Ici, les parents sont beaucoup plus flexibles lorsqu'il s'agit d'envoyer les garçons à l'école, par rapport aux filles. Et vous savez, une personne éduquée est plus difficile à manipuler qu'une personne analphabète. Si aujourd'hui Boko Haram passe par les femmes pour commettre des attentats, c'est parce que la plupart d'entre elles ne sont pas éduquées. Je pense donc qu'il ne faut pas faire de distinction entre les filles et les femmes en matière d'éducation, car c'est là que réside le véritable problème. »*

*- Un enseignant au Tchad*

De nombreuses femmes enrôlées dans les OEV sont souvent réduites en esclavage, victimes d'abus sexuels et utilisées comme kamikazes ou comme monnaie d'échange avec les acteurs étatiques. Les ex-associées sont stigmatisées, victimisées et parfois rejetées par les membres des communautés d'accueil. Les femmes et les enfants sont victimisés tandis que les membres masculins de la famille qui sont les pourvoyeurs de revenus sont tués, enlevés et

détenus par les services de sécurité. Il est connu que les forces de de défense et de sécurité arrêtent arbitrairement des jeunes hommes en âge de combattre, en les accusant d'être des terroristes. En rejoignant des groupes terroristes, ils peuvent s'échapper et se procurer des armes lorsqu'ils sont menacés par des soldats.<sup>88</sup>

Sans soutien social ni moyens de subvenir aux besoins de leur famille, les femmes sont confrontées à la pauvreté et à d'autres vulnérabilités. Les femmes des communautés affectées interrogées dans le cadre de cette étude ont raconté les abus, les pertes et les traumatismes qu'elles ont subis du fait des attaques terroristes et des activités antiterroristes de l'armée. Une femme du Nigeria a déclaré : « Boko Haram a tué mon père et mon mari a perdu la vie entre les mains des militaires. »<sup>89</sup> Il s'agit d'une expérience commune aux femmes des communautés affectées dans la région.

Dans toutes les communautés de la région du Lac Tchad concernées, cette étude a montré que les femmes victimes de violences sexuelles sont plus susceptibles d'exiger des poursuites et une redevabilité juridique formelle. Cela est conforme aux normes internationales en matière de droits de l'Homme qui exigent des enquêtes et des poursuites pour toutes les violations flagrantes des droits de l'Homme et les violations graves du droit international humanitaire. Les Notes d'orientation du Secrétaire général des Nations unies sur la justice transitionnelle exhortent les États en transition à mener des investigations et des poursuites sur les violations flagrantes des droits de l'Homme et les violations graves du droit international humanitaire, y compris les violences sexuelles. Cet alignement entre les normes internationales et les attentes des victimes locales en matière de justice

<sup>88</sup> Malik Samuel, « Se détourner du terrorisme : Les leçons du Bassin du Lac Tchad ». *ISS Today*, Institut d'études de sécurité, 2023

<sup>89</sup> Femmes participant à des groupes de discussion, Nigeria, mars 2023.

nécessite des stratégies de justice transitionnelle qui établissent un équilibre entre les poursuites et les approches de justice réparatrice.<sup>90</sup>

Les OSC qui travaillent avec des femmes victimes et survivantes soulignent la nécessité d'accorder une attention particulière au sort des femmes otages de Boko Haram et d'autres OEV. Comme l'a affirmé un praticien : « Les questions de genre sont essentielles en raison de la complexité du rôle des femmes au sein de Boko Haram, en particulier celles qui ont accouché. Il est essentiel que les gens comprennent que les femmes peuvent être victimes de Boko Haram, même si elles sont perçues comme complices ou partenaires des combattants. Il y a beaucoup à faire pour aider les femmes et les enfants. ».<sup>91</sup>

Les femmes sont également confrontées à des défis uniques dans les programmes de réintégration, qui offrent généralement un accès limité aux femmes repenties, qui sont souvent traitées comme des épouses ou des filles de combattants plutôt que comme des bénéficiaires à part entière de ces programmes. Cela est contraire à l'Objectif stratégique régional 37 du Pilier N°9, qui appelle à la protection des femmes et des filles contre toutes les formes de violence, d'exploitation et d'abus. L'objectif est de garantir « des mesures de protection efficaces qui donnent aux femmes et aux filles les moyens d'agir en tant que bénéficiaires et de s'engager efficacement dans les processus de stabilisation, de relèvement et de consolidation de la paix, ainsi que dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. »<sup>92</sup> Cet objectif stratégique consistant à adopter des approches sensibles au genre dans les processus de justice transitionnelle n'a pas encore été documenté.

Alors que le Pilier N°9 de la Stratégie régionale de stabilisation du BLT encourage l'autonomisation et l'inclusion des femmes et des jeunes dans les processus de réintégration, les autorités nationales et locales doivent encore déployer davantage d'efforts pour favoriser la participation des femmes à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix dans la région du Lac Tchad. Même si les parties prenantes s'accordent à dire que l'implication des femmes dans les processus de justice transitionnelle peut contribuer à résoudre les problèmes de sensibilité au genre et d'inclusion, les mécanismes existants n'ont pas suffisamment intégré les femmes dans les processus et les programmes de prise de décision. Par exemple, sur les seize membres du Conseil d'administration du Comité national pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration (CNDDR) du Cameroun, on ne compte qu'une seule femme.<sup>93</sup>

---

<sup>90</sup> Pour les normes internationales, voir la *Note d'orientation du Secrétaire général des Nations unies en matière de justice transitionnelle : Un outil stratégique pour les peuples, la prévention et la paix* ; Cadre d'analyse des Nations unies pour les crimes d'atrocité 2014.

<sup>91</sup> Entretien avec une actrice de la société civile au Niger en février 2023.

<sup>92</sup> CBLT, « Stratégie régionale de stabilisation » 35.

<sup>93</sup> Celestin Delanga et Akinola Olojo, « Les femmes jouent un rôle essentiel dans le processus de réintégration au Cameroun ». Institut d'études de sécurité, 23 novembre 2022, consultable à l'adresse <https://issafrica.org/iss->

Les femmes sont particulièrement concernées par la démobilisation, la réhabilitation et la réintégration des ex-associés des OEV. Les ex-associées sont bien placées pour contribuer aux processus de désarmement et de démobilisation. Elles jouent un rôle essentiel pour dissuader un plus grand nombre de femmes (et de jeunes filles) de rejoindre les groupes extrémistes. De même, les femmes des communautés affectées par les groupes extrémistes comprennent souvent mieux les préoccupations des communautés d'accueil et peuvent faciliter la réintégration de leurs ex-associées. La connaissance des anciennes associées de Boko Haram et des femmes qui les acceptent dans les communautés d'accueil peut contribuer aux efforts de réconciliation nationale et aux processus de paix locaux.<sup>94</sup>

Il est important de ne pas considérer les femmes uniquement comme des victimes du conflit, mais de souligner leur rôle en tant que participantes actives dans les pratiques de justice traditionnelle et en tant que responsables d'initiatives de réintégration de la société civile. Dans toute la région du Lac Tchad, les femmes ont joué un rôle essentiel dans les succès obtenus en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Par exemple, au Nigeria, les fonctionnaires impliqués dans les processus de DDR ont déclaré que le fait de travailler avec les mères des jeunes combattants de Boko Haram avait facilité leur reddition. « Les appels téléphoniques des mères à leurs enfants dans les camps de terroristes se sont révélés être une puissante incitation pour les jeunes à quitter ces camps et à retourner dans leurs familles. »<sup>95</sup>

---

[today/women-have-a-vital-role-in-camerouns-reintegration-process?utm\\_source=BenchmarkEmail&utm\\_campaign=ISS\\_Weekly&utm\\_medium=email](https://www.iss-lac.org/en/newsroom/2023/06/16/women-have-a-vital-role-in-camerouns-reintegration-process?utm_source=BenchmarkEmail&utm_campaign=ISS_Weekly&utm_medium=email)

<sup>94</sup> Delanga and Olojo, « Les femmes jouent un rôle essentiel dans le processus de réintégration au Cameroun. »

<sup>95</sup> Entretien, personnel de l'Opération « Safe Corridor » (Nigeria), 16 juin 2023.

---

## 8. COHERENCE DES POLITIQUES NATIONALES ET COORDINATION REGIONALE

Les États membres de la CBLT ont adopté plusieurs politiques et plans d'action nationaux sur lesquels une stratégie cohérente en matière de justice transitionnelle peut être élaborée. Au niveau régional, il existe une certaine coordination en matière de lutte contre le terrorisme à travers la Force Multinationale Mixte, et de stabilisation dans le cadre de la Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience de la CBLT (Cf. figure 2). Comme indiqué dans la Stratégie : « Une réponse régionale est nécessaire, car ni les causes ni les effets de la crise ne respectent les frontières nationales. »<sup>96</sup> Toutefois, des lacunes importantes subsistent en matière de cohérence des politiques nationales et de coordination régionale. Par exemple, au-delà des opérations militaires, la réponse du gouvernement nigérian aux OEV et au banditisme manque de coordination entre les États fédérés et le Gouvernement fédéral. Il est constaté une faible coordination entre les gouverneurs des États affectés et l'absence d'une position commune sur la manière de s'attaquer au problème. Certains gouverneurs refusent de négocier avec les OEV et les bandits, d'autres ont entamé un dialogue, tandis que d'autres encore semblent indifférents.<sup>97</sup> Le manque de coordination est également évident au niveau régional. Les ex-combattants détenus, profilés et libérés par les autorités camerounaises dans le cadre de leur processus de DDR ont été de nouveau arrêtés et détenus par le Gouvernement nigérian. Cela a découragé les redditions et les départs des OEV.<sup>98</sup>

Le manque d'harmonisation des politiques nationales et de coordination régionale entrave l'efficacité des systèmes holistiques de justice transitionnelle. La cohérence des politiques nationales en matière de poursuites judiciaires, de sanctions, d'amnistie, de réintégration des anciens membres, de réparation et de compensation des victimes et de leurs familles est essentielle à l'efficacité de la justice transitionnelle.

*« Réintégrer les ex-combattants dans la communauté sans avoir obtenu le consentement des victimes est une injustice pour ces dernières. »*

*- Membre de la communauté, FGD, Nigeria*

Les cadres juridiques et politiques de la justice transitionnelle dans les États de la région du Lac Tchad membres de la CBLT sont fragmentés. Il est constaté un manque de cohérence des politiques nationales et une coordination régionale

inadéquate en ce qui concerne les éléments clés de la justice transitionnelle pertinents pour la région du Lac Tchad, à savoir les poursuites judiciaires des auteurs d'infractions violentes, l'amnistie ou la grâce pour les auteurs d'infractions mineures et la réforme des institutions de l'État pour prévenir la résurgence de la violence. Le manque d'harmonisation juridique est un obstacle important à la stabilisation, au relèvement et au renforcement de la résilience dans la région du Lac Tchad. Par

<sup>96</sup> CBLT, « Stratégie régionale de stabilisation » 11.

<sup>97</sup> Malik Samuel et Hassane Koné, « Les deux pays doivent mettre leurs différences politiques de côté pour mettre fin à la violence qui dévaste les communautés frontalières » *ISS Today*, Institut d'études de sécurité, 24 octobre 2023.

<sup>98</sup> Fondation Allamin pour la paix et le développement, *Faire fonctionner la guérison : Retrouver notre humanité grâce à la justice transitionnelle*. Les perceptions des communautés de Borno sur les conditions préalables au programme de justice transitionnelle et de réconciliation dans le nord-est du Nigeria, Fondation Allamin, 2023, 14.

exemple, la loi camerounaise de 2014 qui impose la peine de mort à toute personne reconnue coupable ou complice d'actes de terrorisme ne favorise pas la réintégration. La loi est également muette sur les questions relatives à l'amnistie ou aux poursuites judiciaires à l'encontre des ex-combattants. De même, la loi portant création du Comité national pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration (CNDDR) ne prévoit pas de réparation pour les victimes de Boko Haram.<sup>99</sup> Une étude de la Stratégie de démobilisation et de réintégration du Nigeria la qualifie de « déçue ». L'Opération « Safe Corridor » et le Plan d'action pour la démobilisation, la dissociation, la réintégration et la réconciliation des personnes associées à Boko Haram fonctionnent sans grande coordination ni transparence, et les critères de sélection des détenus sont opaques.<sup>100</sup>

L'harmonisation des législations nationales en matière de lutte contre le terrorisme et de stabilisation/construction de la paix et leur coordination efficace au niveau régional sont essentielles pour une justice transitionnelle efficace dans la région du Lac Tchad. Il est nécessaire d'élaborer et de promulguer des stratégies et des plans d'action nationaux cohérents en matière de justice transitionnelle, élaborés par le biais d'un large engagement des parties prenantes et d'une consultation publique. La PJTUA peut guider les États dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies visant à harmoniser les lois, les politiques et les mécanismes afin d'assurer une justice transitionnelle efficace.

Le Pilier N°3 de la Stratégie régionale sur le DDR et l'Objectif stratégique N°10 sur la justice transitionnelle fournissent des cadres appropriés pour une coordination stratégique soutenue. L'objectif est de « renforcer et d'harmoniser les systèmes de justice nationale, transitionnelle et pénale afin d'entreprendre efficacement les enquêtes et les poursuites des personnes associées à Boko Haram et d'autres formes de reddition de comptes. ». Bien que la SR-SRR décrive les « moyens de mise en œuvre », l'absence d'un processus de suivi systématique et la lenteur des progrès réalisés dans le cadre des initiatives existantes en matière de justice transitionnelle constituent un défi majeur. Une autre lacune réside dans le fait que les initiatives en matière de justice transitionnelle mettent l'accent sur les priorités nationales plutôt que sur les objectifs régionaux.<sup>101</sup> Par exemple, l'absence de protocoles harmonisés guidant les programmes de démobilisation dans les communautés de la région du Lac Tchad affectées par le conflit Boko Haram crée une confusion et une incertitude quant au traitement des combattants qui se rendent dans les différents centres d'accueil de la région.

---

<sup>99</sup> « L'insécurité ne cesse de croître au Cameroun pendant que les efforts de réintégration piétinent. »

<sup>100</sup> Saskia Brechenmacher, « La paix dans le nord-est du Nigeria : Le défi de la réintégration ». Carnegie Endowment for International Peace, 2018. <https://carnegieendowment.org/2018/09/05/achieving-peace-in-northeast-nigeria-reintegration-challenge-pub-77177>

<sup>101</sup> Hoinathy, Olojo, et Samuel, « Pourquoi la gestion efficace des repentis de Boko Haram est importante. »



« Les communautés savent comment vivre ensemble. Qu'elles soient religieuses, locales, autochtones... Les membres de la communauté sont là pour collaborer. La communauté doit être consultée pour restaurer la paix. »  
- Un leader communautaire, au Niger

Cette incertitude et cette incohérence retardent les redditions et prolongent la mise en place des bases de la réintégration, de la stabilisation et du relèvement. Par exemple, les redditions de membres de Boko Haram au début de l'année 2021 après la mort d'Abubakar Shekau ont considérablement

diminué dans les années qui ont suivi, en partie à cause des nombreuses incertitudes entourant les politiques et les processus régionaux de DDR.<sup>102</sup> Au Tchad, l'absence d'un cadre national cohérent définissant les conditions de réintégration et d'un plan d'autonomisation économique des repentis, le chômage et la faim ont poussé près de la moitié des combattants repentis à retourner dans les bras ouverts des OEV.<sup>103</sup> Il est nécessaire de mettre en place une stratégie régionale plus complète et plus cohérente qui s'appuie sur la PJTUA et la SR-SRR de la CBLT, avec une portée et des mécanismes de mise en œuvre beaucoup plus larges, afin de répondre à l'ampleur et à l'urgence du conflit régional prolongé.

L'harmonisation et la coordination ne doivent pas se limiter aux institutions nationales et régionales. Elles devraient également avoir lieu au niveau de la société civile et de la communauté par le biais de la formation de coalitions, de réseaux délibératifs et de la communication publique. La participation et la communication inclusives sont essentielles à une justice transitionnelle efficace. Les stratégies nationales en matière de justice transitionnelle devraient adopter une approche globale de la société, soutenue par une stratégie de communication au niveau national et locale, afin d'améliorer la compréhension et le soutien du public à l'égard des procédures judiciaires et des efforts de réconciliation et de réintégration.<sup>104</sup>

Les radios communautaires locales qui diffusent des messages axés sur la justice et la paix dans les langues locales et nationales peuvent renforcer la collaboration et la coordination des initiatives de justice transitionnelle au niveau local. Les stations de radio communautaires se sont révélées être des moyens efficaces pour les gouvernements et les OSC de la région du Lac Tchad de diffuser des messages dans les langues locales. « Les membres se sont vu promettre la sécurité, le non-

<sup>102</sup> Murtala Abdullahi, « Contre-insurrection : Pourquoi les autorités devraient exploiter la nouvelle vague de désertion de Boko Haram ». *HumAngle*, 5 août 2021, consultable à l'adresse : <https://humanglemedia.com/counter-insurgency-why-authorities-should-exploit-new-wave-of-boko-haram-desertion/#>

<sup>103</sup> Bulama Bukarti, « Le défi des repentis de Boko Haram au Tchad ». *War on the Rocks Media* : 6 mai 2020, consultable à l'adresse : <https://warontherocks.com/2020/05/the-challenge-of-boko-haram-defectors-in-chad/>

<sup>104</sup> Annabelle Bonnefont and Junko Nozawa, « Concrétisation d'une approche globale du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun » Global Center on Cooperative Security

Security, <https://www.globalcenter.org/resource/realizing-a-whole-of-society-approach-to-disarmament-demobilization-and-reintegration-in-the-far-north-region-of-cameroon/>

emprisonnement, la réhabilitation et la réintégration, ainsi que le respect des droits de l'Homme s'ils quittaient Boko Haram. Beaucoup ont quitté le groupe grâce à ces émissions. » Les membres de la famille et les leaders communautaires ont également trouvé ces stations de radio communautaires utiles pour communiquer des messages de paix et de réconciliation.<sup>105</sup>

---

<sup>105</sup> Malik Samuel, « Se détourner du terrorisme : Les leçons du Bassin du Lac Tchad ». *ISS Today*, Institut d'études de Sécurité, 2023

---

## 9. LA JUSTICE REPARATRICE : REPARATIONS, COMPENSATIONS ET RESTITUTIONS

Les réparations, les compensations et les restitutions au profit des victimes sont des pratiques essentielles de la justice transitionnelle. Ces pratiques se distinguent les unes des autres. La compensation fait référence à toute mesure, généralement une somme d'argent, accordée à quelqu'un pour une perte, un préjudice ou une souffrance. La restitution est un geste visant à rendre à son propriétaire légitime ce qui a été perdu ou enlevé. La réparation consiste à réparer ou à remettre en état ce qui a été endommagé. Ces trois pratiques sont des composantes du principe du « droit aux réparations » de la justice transitionnelle réparatrice.<sup>106</sup> Par conséquent, la réparation est un terme englobant qui comprend la restitution (rétablissement de la situation initiale des victimes avant la violation), la compensation (qui peut couvrir les dommages économiquement évaluable), la réhabilitation (soins et services médicaux, psychologiques, juridiques et sociaux), la satisfaction et les garanties de non-récidive.<sup>107</sup>

*« Il existe un code pénal qui prévoit des mesures de compensation, mais étant donné qu'il s'agit d'un code civil, les gens l'oublient ou n'en sont pas conscients. Bien souvent, les personnes qui en bénéficieraient ont besoin de conseillers pour les aider à y accéder, mais n'en ont pas. La justice consiste à assurer les réparations. En ce qui concerne les mesures initiées par les jugements rendus dans le cadre de l'insurrection de Boko Haram, il ne fait aucun doute qu'elles existent, mais les populations locales devraient en être informées. Elles doivent avoir accès à des avocats et à des officiers de l'état civil, ce que beaucoup d'entre elles n'ont pas. – Un acteur de la société civile au Cameroun »*

Dans le contexte spécifique du conflit et de la violence dans la région du Lac Tchad, les réparations vont au-delà de la compensation monétaire. Elle comprend tout ce qui est nécessaire pour réparer les dommages causés aux victimes. Cette étude montre que les communautés affectées souhaitent que les autorités administratives accordent la priorité à la compensation et à la restitution aux victimes, tout comme elles ont mis l'accent sur la réhabilitation et la réintégration des ex-combattants. Il existe une perception répandue selon laquelle les

autorités nationales, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux ont accordé une attention et des ressources disproportionnées à la réhabilitation des ex-combattants plutôt qu'au dédommagement des victimes ou à la reconstruction des communautés affectées. Cette perception nourrit le ressentiment au sein des communautés affectées dans toute la région.

La plupart des parties prenantes interrogées dans le cadre de cette étude ont affirmé que la justice réparatrice est praticable et pertinente aux niveaux national et communautaire. Elles ont souligné que les programmes de réparation devraient se concentrer non seulement sur les réparations matérielles, mais aussi sur les réparations non matérielles, telles que les cérémonies

<sup>106</sup> Larry May, « Réparations, restitutions et justice transitionnelle. » Chapitre 2, in : *Moralité, Jus Post Bellum et droit international*, édité par Larry May et Andrew Forcehimes, 32–48. ASIL Studies in International Legal Theory. Cambridge: Cambridge University Press, 2012.

<sup>107</sup> Voir en particulier les principes 15 à 23 des « Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'Homme et de violations graves du droit international humanitaire ». Adoptés par l'Assemblée générale par consensus via la résolution 60/147 (2005)

communautaires symboliques et les excuses publiques. Ces formes coutumières de réparations non matérielles sont pratiquées depuis longtemps dans de nombreuses communautés et font partie des systèmes de justice coutumière et religieuse en vigueur. Elles devraient être exploitées pour compléter les programmes nationaux de réparation en matière de justice transitionnelle.

Un programme de réparation centré sur les victimes dans la région du Lac Tchad pourrait s'inspirer des « Bonnes pratiques pour soutenir les victimes du terrorisme dans le cadre de la justice pénale » élaborées par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. Le cadre met l'accent sur la capacité et la coordination institutionnelles, la nécessité d'une approche centrée sur la victime, l'accès à la justice, aux conseils juridiques et à la représentation. Il met également l'accent sur la participation aux processus de restitution, de réparation et de compensation financière et sur le rôle essentiel des associations de victimes et de la société civile dans ces processus.<sup>108</sup>

En réponse aux demandes de compensation, certains États de la région du Lac Tchad ont adopté des politiques de soutien aux victimes de la violence extrémiste. Par exemple, en 2022, le Nigeria a créé le « Terrorism Prevention Act and Victims Trust Fund » (loi sur la prévention du terrorisme et fonds d'affectation spéciale pour les victimes), administré par le Ministère de la Justice. La loi régissant le Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes stipule que le Fonds sera utilisé pour verser des compensations, des restitutions et des dommages-intérêts aux victimes d'actes de terrorisme et pour financer des programmes de prévention du terrorisme. Le Comité du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes est composé de représentants du gouvernement et des services de sécurité, ainsi que de « deux représentants d'organisations non gouvernementales spécialisées dans la prévention des actes de terrorisme. »<sup>109</sup> Cependant, deux ans après la promulgation de la loi qui l'a institué, le Comité du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes n'avait toujours pas été constitué et le programme de réparations n'était toujours pas opérationnel. L'efficacité de ce programme pour répondre aux besoins des victimes en matière de restitution dépendra de la qualité de ses ressources et de sa gestion. Ce fonds peut servir de modèle aux autres États membres de la CBLT concernés pour répondre à la demande croissante de compensation, de restitution et de réparation des victimes.

*« La non-réparation est une injustice pour les victimes, en particulier dans les domaines de l'alimentation, du logement, de l'agriculture et de l'éducation. »*  
- Un chef traditionnel local au Nigeria

Les membres des communautés affectées par la violence interrogée dans le cadre de cette étude ont souligné que l'amélioration de la sécurité et de la situation économique de la communauté

faisait partie intégrante de la justice réparatrice pour les victimes. Ils ont lié la justice au redémarrage

<sup>108</sup> Bureau des Nations unies contre la drogue et le crime, *Bonnes pratiques pour soutenir les victimes du terrorisme dans le cadre de la justice pénale* (New York, 2015)

<sup>109</sup> République fédérale du Nigeria, Loi sur le terrorisme (prévention et interdiction), 2022, voir Partie XV - Fonds spécial pour les victimes.

des activités agricoles et commerciales, à l'amélioration des opportunités d'emploi et au développement économique des communautés. Ils ont déclaré que l'absence de réparation pour les victimes de la violence et du terrorisme constituait une injustice. Ils ont déploré une situation où la réhabilitation et le bien-être des ex-combattants sont prioritaires par rapport à la justice réparatrice pour les victimes

*« ... dans le contexte de l'insurrection de BH, nous devons considérer les localités, les populations qui ont succombé à BH, les communautés qui ont été dévastées. Tous ces éléments doivent être pris en compte dans le processus de réconciliation au sein des régions, mais aussi dans l'aide apportée aux victimes dans les contextes sociaux et économiques ».*

*- Un Fonctionnaire du gouvernement au Cameroun*

Dans un contexte de ressources limitées comme celui de la région du Lac Tchad, les partenaires internationaux devraient aider les États à mettre en place des programmes de réparation centrés sur les victimes. Les organisations de la société civile ont également un rôle essentiel à jouer en aidant les victimes et les

communautés affectées dans leur demande de compensation et de restitution. Idéalement, la CBLT devrait faciliter l'élaboration d'un cadre de réparation pour guider les programmes nationaux en la matière. Ce cadre devrait définir les catégories de victimes bénéficiaires et leur éligibilité ainsi que le type de compensation matérielle ou non matérielle à fournir.

---

## 10. PRINCIPES DE JUSTICE TRANSITIONNELLE DU LAC TCHAD

Sur la base de ces constats, la présente étude propose les *Principes de justice transitionnelle de la région du Lac Tchad* (PJTRLT), qui reposent sur les principes internationaux de justice transitionnelle tout en tenant compte du contexte atypique de la justice transitionnelle dans cette région. Le Cadre de PJTRLT s'inspire de l'approche classique de la justice transitionnelle axée sur quatre principes fondamentaux : *le droit de savoir, le droit aux réparations, le droit à la justice et la garantie de non-récidive*. Cependant, il prend également en compte les particularités politiques, sociales et culturelles du scénario de conflit régional, la prévalence des pratiques coutumières autochtones de justice réparatrice et le rôle des acteurs communautaires dans les processus de justice transitionnelle. Cette approche de la justice transitionnelle met l'accent sur la restauration, la réconciliation et le bien-être de la communauté, qui sont au cœur de la réhabilitation et de la réintégration des individus lors de la transition d'un conflit/de l'instabilité à la paix/à la stabilité. L'objectif est de remédier aux déficiences systémiques et structurelles qui contribuent aux cycles de violence et de traumatisme. Cette démarche s'aligne sur les philosophies et les pratiques de la justice réparatrice autochtone africaine, qui mettent l'accent sur la guérison collective et la reddition des comptes.<sup>110</sup>

Le Cadre de PJTRLT élargit l'approche classique dérivée des principes Joinet/Orentlicher des Nations unies à trois égards distincts.<sup>111</sup> Premièrement, il souligne le rôle central de la réconciliation dans la justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad. Alors que certaines interprétations considèrent la réconciliation comme un résultat de la justice transitionnelle, le Cadre de PJTRLT la considère comme une partie intégrante du processus. Les principaux objectifs de la justice transitionnelle sont de faire respecter les droits des victimes à la vérité, à la justice, à la réparation et aux garanties de non-récidive. Il est généralement admis que la réalisation de ces droits peut contribuer à des objectifs sociétaux plus larges tels que la réconciliation et la guérison. Cependant, cette étude montre que, pour la plupart des acteurs locaux, la réconciliation est au cœur de leur compréhension et de leurs aspirations en matière de justice transitionnelle. Par conséquent, le Cadre de PJTRLT considère la réconciliation comme un élément fondamental de la justice transitionnelle dans la région.

Dans les sociétés en transition, la réconciliation est souvent liée à la consolidation de la paix et à la guérison de la société plutôt qu'à une justice axée sur les victimes ou à l'obligation de rendre des comptes pour les abus commis. Toutefois, la justice et la paix se renforcent souvent mutuellement. Les constats de cette étude et la littérature sur la justice réparatrice signalent que la reddition de comptes va au-delà des poursuites judiciaires. La recherche de la vérité et la justice jettent les bases de la réconciliation, mais la reconnaissance et la réconciliation peuvent, à leur tour, promouvoir la

<sup>110</sup> Bonny Ibhawoh, « De Ubuntu à Grootboom : Vernacularisation des droits de l'Homme par le biais de la justice réparatrice et distributive dans l'Afrique du Sud post-apartheid », in : Thembela Kepe, Melissa Levin, et Bettina von Lieres, eds. *Les domaines de liberté : Justice, citoyenneté et changement social en Afrique du Sud* (Cape Town : University of Cape Town Press, 2016), 239-258.

<sup>111</sup> Nations unies, *Principes pour la protection et la promotion des droits de l'Homme par la lutte contre l'impunité* (2005), (également connus sous le nom de principes Joinet/Orentlicher). <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G05/109/00/PDF/G0510900.pdf>



responsabilité morale et sociale. La reconnaissance publique dans les processus de réconciliation valide les expériences des victimes et reconnaît leurs douleurs et leurs souffrances. Lorsque les auteurs ou les parties responsables acceptent publiquement la responsabilité de leurs actes, cela peut favoriser un sentiment de redevabilité morale.<sup>112</sup>

La deuxième façon dont la PJTRLT élargit l'approche classique de la justice transitionnelle consiste à intégrer les principes de la justice réparatrice qui s'alignent sur les pratiques de la justice autochtone et communautaire, renforçant ainsi la légitimité et l'acceptation du processus de justice. Au-delà des droits de savoir, de réparation, de justice et de garantie de non-récidive, la PJTRLT met également l'accent sur les pratiques de justice réparatrice coutumières et religieuses au sein des communautés autochtones. Les acteurs communautaires interrogés dans le cadre de cette étude et les participants aux divers ateliers de validation ont souligné l'importance d'intégrer ces pratiques dans les processus judiciaires nationaux et régionaux. L'approche de la justice réparatrice de la PJTRLT est centrée sur la victime, garantissant que la voix des victimes est entendue et que leurs besoins sont pris en compte. Elle met l'accent sur la reddition de comptes, l'autonomisation des victimes, l'implication de la communauté, la reconnaissance des préjudices et la guérison de la société.

Enfin, la PJTRLT souligne l'importance des citoyens au niveau national et des identités communautaires au niveau local dans les processus de justice traditionnelle. Les cadres classiques de justice transitionnelle, élaborés dans le contexte d'un conflit au sein d'un seul État ont tendance à se concentrer sur la citoyenneté. Toutefois, compte tenu du caractère transfrontalier du conflit dans la région du Lac Tchad et des migrations transfrontalières non réglementées, les identités communautaires basées sur les affiliations claniques, ethniques, culturelles et religieuses sont plus pertinentes dans les processus de justice transitionnelle au niveau local. Par conséquent, la PJTRLT élargit l'accent traditionnellement mis sur la citoyenneté et la transformation des conflits en prenant en compte la communauté et la réconciliation, comme le montre la figure 1.

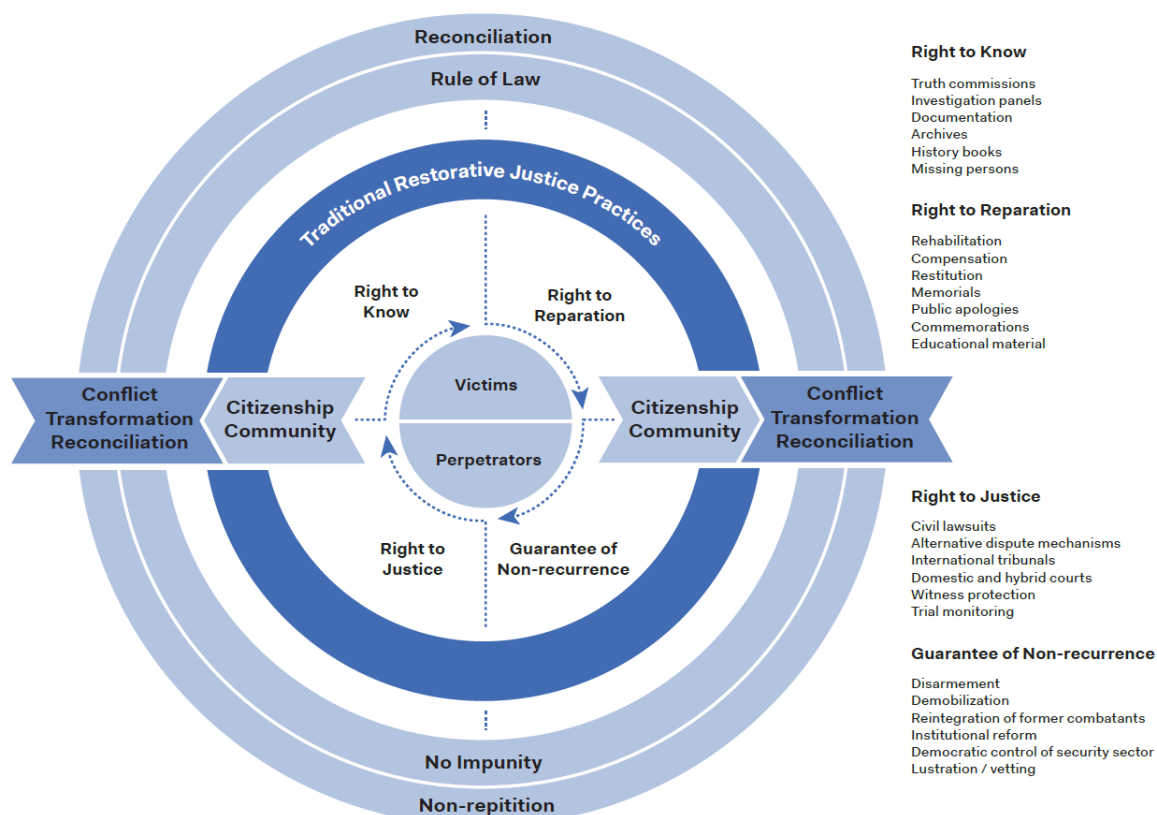
La PJTRLT ne crée pas de nouvelles normes en matière de justice transitionnelle ; au contraire, elle interprète et réaffirme les principes internationaux existants afin de répondre de manière globale aux demandes de justice des victimes et des communautés. Elle s'aligne sur les cadres internationaux et régionaux de justice transitionnelle, offrant ainsi une approche holistique de la justice et de la consolidation de la paix dans la région. De manière spécifique, la PJTRLT s'aligne sur la définition de la justice transitionnelle des Nations unies, à savoir « l'ensemble des processus et mécanismes associés aux tentatives d'une société de faire face à l'héritage d'abus passés à grande échelle, afin de garantir la reddition de comptes, de servir la justice et de parvenir à la réconciliation. »<sup>113</sup> Elle souligne l'objectif de la justice transitionnelle, qui est de promouvoir la justice et la reddition de comptes pour les violations et de fournir un cadre pour l'instauration de la confiance, la consolidation

<sup>112</sup> Martha Minow, *Entre vengeance et pardon : Affronter l'histoire après un génocide ou une violence de masse* (Beacon Press, 1998), 90-9 ; John Braithwaite, *Justice réparatrice et réglementation adaptée*, (Oxford University Press, 2002), 56-60.

<sup>113</sup> Note d'orientation du Secrétaire général sur la Justice transitionnelle : Un outil stratégique pour les peuples, la prévention et la paix ;

de la paix et la réconciliation.<sup>114</sup> La PJTRLT reflète également l'aspiration des victimes et des communautés à la vérité, à l'acceptation et à la réconciliation.

Figure 1 : Principes de justice transitionnelle de la région du Lac Tchad (PJTRLT)



Crédit : Adapté des principes Joinet/Orentlich

<sup>114</sup> Bonny Ibhawoh, « Au-delà de la rétribution : Vérité et réconciliation en Afrique du Sud : un paradigme universel pour une justice transitionnelle réparatrice ». *Covenant University Journal of Politics and International Affairs* 2, 2 (2014) : 1-18.

---

## 11. CONCLUSION

Une stratégie cohérente de justice transitionnelle pour la région du Lac Tchad nécessite une définition claire des processus, des objectifs, des résultats et des indicateurs de la justice. Les stratégies nationales de justice transitionnelle doivent être inclusives et adopter une approche globale de la société qui implique les communautés locales, les chefs traditionnels, les organisations communautaires de base, les médias, les experts universitaires, les partenaires internationaux et le secteur privé.

*« Notre justice doit s'inspirer de toutes les sociétés... Nous devrions trouver un moyen d'établir un lien entre la justice et la dynamique de la communauté, au lieu d'avoir une solution qui s'applique à tout le monde. Je pense que des mesures trop générales posent problème. »*

*– Un acteur de la société civile au Cameroun*

La justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad nécessite également une approche contextuelle et réflexive. Les parties prenantes s'accordent à dire que les mécanismes et processus de justice transitionnelle doivent être adaptés au contexte, en fonction de la communauté

ciblée. La mise en œuvre des programmes de justice transitionnelle doit refléter les diverses croyances, normes culturelles et traditions de chaque communauté.

Des lignes directrices et des plans d'action clairs, juridiquement fondés, impliquant la communauté et transparents devraient façonner les processus de justice transitionnelle. Ces lignes directrices devraient établir un équilibre entre les impératifs d'une justice centrée sur la victime et l'objectif à long terme de rétablissement et de construction de communautés résilientes. Il faut pour cela instituer des mécanismes de contrôle (évaluation par les pairs), de partage des connaissances et d'évaluation des processus de justice transitionnelle.

La justice transitionnelle dans la région du Lac Tchad devrait se concentrer non seulement sur la transition des communautés affectées de la violence à la paix, mais aussi sur la transformation des relations. Cela nécessite une approche culturelle de la justice et de la consolidation de la paix. La justice et la consolidation de la paix ne consistent pas seulement à résoudre les conflits, mais aussi à transformer les relations. La justice transitionnelle durable, la stabilisation et le relèvement dans la région du Lac Tchad nécessitent des transformations structurelles et relationnelles au-delà des considérations politiques et stratégiques. Les efforts d'intervention en cas de crise et les stratégies de stabilisation à court et à moyen terme doivent être liés à un processus durable qui englobe l'ensemble de l'environnement complexe d'un conflit.<sup>115</sup> L'objectif devrait être de créer les bases politiques, sociales et économiques permettant de reconstruire les relations rompues et de favoriser la stabilité, le relèvement et la résilience des communautés affectées.

<sup>115</sup> Ho-Won Jeong, *Consolidation de la paix dans les sociétés post- conflit* (Boulder, CO : Lynn Rienner), 2005.

---

# ANNEXES

## Annexe 1 : Méthodologie Intégrée de l'Etude

### **Méthodes de recherche:**

- Méthodes mixtes (sources de données primaires et secondaires)
- Conception de recherche participative (atelier méthodologique avec les parties prenantes)
- Méthodes mixtes séquentielles (l'analyse documentaire a précédé la collecte de données primaires par le biais d'entretiens avec des informateurs clés et de discussions avec des groupes cibles).

### **Lieux de l'étude**

- **Nigeria** : États de Borno, Adamawa et Yobé
- **République du Tchad** : Provinces du Lac et de Hadjer-Lamis
- **Niger**: Région de Diffa
- **Cameroun** : Régions de l'Extrême-Nord et du Nord

### **Méthode qualitative**

- Entretiens avec des répondants clés avec des parties prenantes concernées
- Discussions avec des groupes cibles et les parties prenantes concernées
- Observations sur place et observations des participants sur les lieux de l'étude

### **Étude documentaire**

- Analyse des rapports de situation
- Examen des cadres internationaux, continentaux, régionaux et nationaux en matière de justice transitionnelle
- Analyse de la documentation pertinente

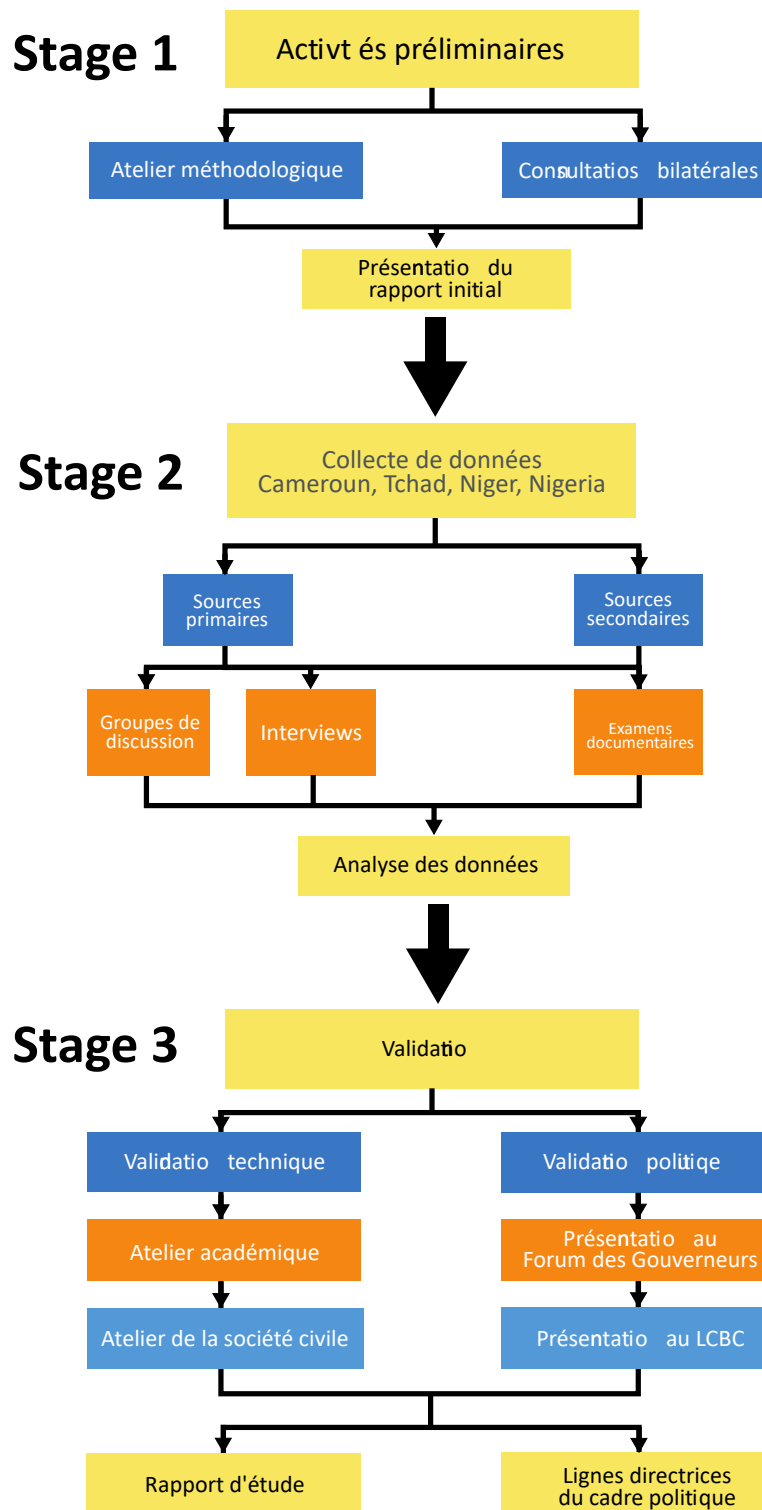
### **Entretien/Discussions avec des groupes cibles**

- Les populations des communautés affectées
- Les fonctionnaires et les pouvoirs publics concernés
- Les Organisations de la société civile (OSC) concernées
- Les leaders traditionnels et religieux et les membres de la communauté, y compris les victimes et les survivants de l'insurrection dans les zones de l'étude.

### **Techniques d'échantillonnage**

- Techniques d'échantillonnage non aléatoire et intentionnel
- Échantillonnage raisonné
- Les critères d'inclusion sont basés sur les lieux/municipalités concernés par l'étude, les points communs et différences culturels, la dimension genre et les risques de sécurité.

## Annexe 2 : Méthodologie de l'Etude et Processus de Validation







# Union Africaine



## Commission du Bassin du Lac Tchad Commission de l'Union Africaine

Octobre 2024

Tel: **+235 22 524145**

Fax: **+235 22 524137**

B.P/ **727, Place de la Grande Armée,  
N'Djamena - TCHAD**

Email: **cab@cbt.org**

Email: **cbt.lcbc@gmail.com**

Site web: **www.cbt.org**

X: **@lcbc\_cbt**

L'étude a été soutenue par la Facilité de stabilisation  
régionale du Programme des Nations Unies pour le  
développement et le Groupe de soutien international.

Le contenu de l'étude ne reflète pas nécessairement  
les opinions de ses bailleurs de fonds.

### En partenariat avec:



Funded by  
the European Union

